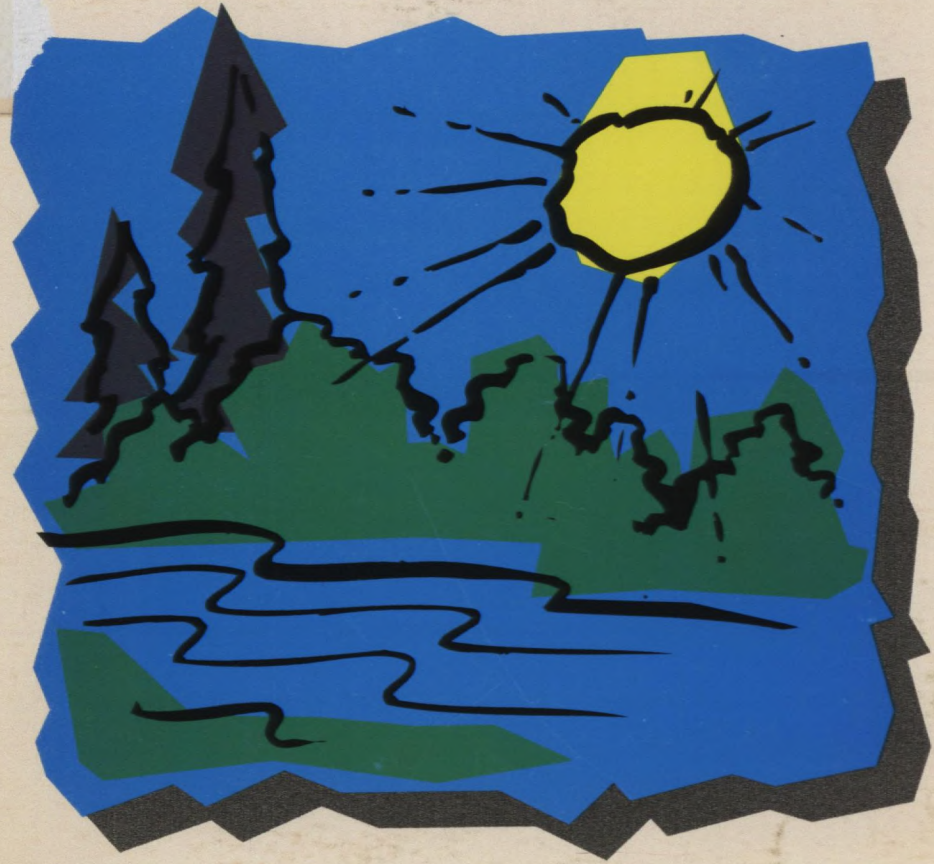


.b 2636864 (F)

CA1  
EA616  
93062  
FRE  
DOCS

Canada





# LES POSSIBILITÉS DU SECTEUR MEXICAIN DE L'ENVIRONNEMENT




A C C È S A M É R I Q U E D U N O R D

CANADA-MEXIQUE: PROFIL SECTORIEL

 Ministère des Affaires étrangères et du Commerce International / Department of Foreign Affairs and International Trade  
Direction du commerce dans l'Amérique latine et les Antilles

 Agence de promotion économique du Canada atlantique / Atlantic Canada Opportunities Agency

 Diversification de l'économie de l'Ouest Canada / Western Economic Diversification Canada

 Banque de Montréal  
Au-delà de l'argent, il y a les gens.

**BAKER & M<sup>C</sup>KENZIE**  
AVOCATS

La recherche pour **Canada-Mexique : profil industriel les possibilités du secteur mexicain de l'environnement au Mexique** a été réalisée par Affaires étrangères et Commerce international Canada (AECIC) et Prospectus Inc.

Cette publication a été rendue possible grâce à l'aide de la Banque de Montréal, de Diversion de l'économie de l'Ouest Canada (DEO), de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique (APECA) et de bureau de Toronto de Baker & McKenzie.

Toute erreur ou omission apparaissant dans ce document est le seul fait des auteurs et de Prospectus Inc. De même, toutes les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et n'engagent en rien le Gouvernement du Canada, la Banque de Montréal ou Baker & McKenzie.

© Ministère des approvisionnements et services, novembre 1993.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, imprimée, rentrée dans un système d'extraction ou transmise partiellement ou dans sa totalité sous quelque forme que ce soit ou par n'importe quel moyen, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre sans autorisation préalable écrite de l'éditeur.

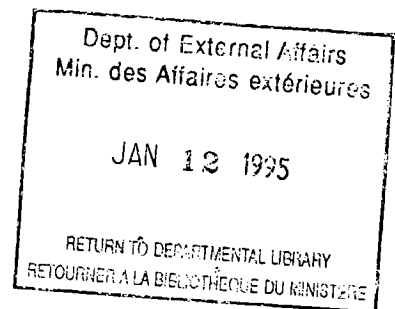
Imprimé au Canada.

Also available in English.

# CANADA-MEXIQUE : PROFIL INDUSTRIEL

---

## LES POSSIBILITIÉS DU SECTEUR MEXICAIN DE L'ENVIRONNEMENT



43-270-139



# TABLE DES MATIÈRES

## L'ALÉNA

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) fera passer la zone actuelle de libre-échange de 270 millions de personnes à 360 millions — un marché plus important que celui des 12 pays de la Communauté européenne avec une production nord-américaine totale d'environ 7 billions de dollars.

Le Mexique est le plus important partenaire commercial du Canada en Amérique latine. Le commerce bilatéral entre les deux pays a dépassé les 3 milliards de dollars en 1991 et devrait atteindre les 5 milliards d'ici la fin de la décennie.

Le total cumulé des investissements canadiens au Mexique augmente rapidement, ayant passé de 350 millions de dollars en 1989 à plus de 500 en 1991.

Ce guide de marché a été préparé en tenant compte des problèmes auxquels la personne qui envisage d'exporter est confrontée. Il ne s'agit toutefois pas d'un document exhaustif et les conditions, les intérêts et les besoins particuliers à chaque cas commanderont la façon dont les entreprises doivent adapter leur approche et leur stratégie au marché mexicain. Même si tout a été fait pour assurer la précision du contenu de cette étude, il n'est pas possible d'accepter la responsabilité des erreurs ou des omissions éventuelles.

Pour obtenir de plus amples informations, s'adresser directement à :

Industrie Canada (IC) via les centres de commerce international implantés dans les provinces (cf. Contacts importants) ou à InfoEx plus au 1-800-267-8376 ou au (613) 944-4000

AVANT-PROPOS	5
1. INTRODUCTION AU SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT	5
Introduction	5
Une crise qui s'aggrave	6
Les effets des importations	7
Concurrer dans le secteur de l'environnement	7
Possibilités de marché pour les sociétés canadiennes	8
2. APERÇU DU SOUS-SECTEUR	8
Approvisionnement en eau et traitement des eaux usées	8
Approvisionnement en eau	8
Traitement des eaux usées	9
Le marché de l'équipement destiné à l'approvisionnement en eau et au traitement des eaux usées	10
Importations d'équipement destiné au contrôle de la pollution de l'eau	10
Concurrence dans le domaine de l'approvisionnement en eau et du traitement des eaux usées	10
Possibilités de marché pour les entreprises canadiennes	12
Contrôle de la pollution de l'air	13
Le marché de l'équipement de lutte contre la pollution de l'air	14
L'importation d'équipement de contrôle de la pollution de l'air	14
Concurrence dans le domaine du contrôle de la pollution de l'air	14
Possibilités de marché pour les entreprises canadiennes	15
Élimination des déchets solides	16
Le marché de l'équipement d'évacuation des déchets	17
Importation d'équipement pour les déchets solides	17
Concurrence dans le domaine de l'équipement pour déchets solides	17
Possibilités de marché pour les entreprises canadiennes	17
3. FONCTIONNEMENT DU SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT	19
Programmes environnementaux publics	19
Acheteurs gouvernementaux d'équipement et de services environnementaux	20
Éléments déterminant les dépenses environnementales	21
Profils de client :	
SEDESOL	22
Secretaria de Agricultura y Recursos Hidraulicos (SARH)	24
PEMEX	25
Comisión Federal de Electricidad (CFE)	26
Acheteurs privés d'équipements et de services environnementaux	26
NAFINSA : Financement de projets environnementaux privés	27
Garanties d'emprunt	27
North American Venture Capital Fund	28
Le cadre réglementaire	28



4. ÉTUDES DE MARCHÉ	29
Études de marché	29
Présence locale	30
5. CONTACTS IMPORTANTS	31
Ministères et services du Gouvernement canadien au Canada	31
Contacts importants	37
Associations d'affaires	37
Banque de Montréal	37
Baker & McKenzie	37
Bureaux du gouvernement mexicain au Canada	38
Banques mexicaines ayant des bureaux au Canada	38
Bureaux du gouvernement canadien au Mexique	39
Contacts importants au Mexique	39
Gouvernement mexicain	39
Principaux acheteurs	40
Spécialistes des secteurs	40
Intermédiaires	41
Banque de Montréal	41
Études de cas	
<i>Bioclear Technology, Inc.</i>	12
<i>Bovar-Western Research</i>	15
<i>Recovery Technologies Inc.</i>	16
<i>Laidlaw Inc.</i>	18
<i>Zenon Environmental Inc.</i>	11

---

Ce rapport a été préparé à partir du contenu de l'étude de AÉCIC intitulée , *Mexican Environmental Sector Business Opportunities: Canadian Supply Capabilities*, publiée en septembre 1993 et disponible au près de InfoEx plus.



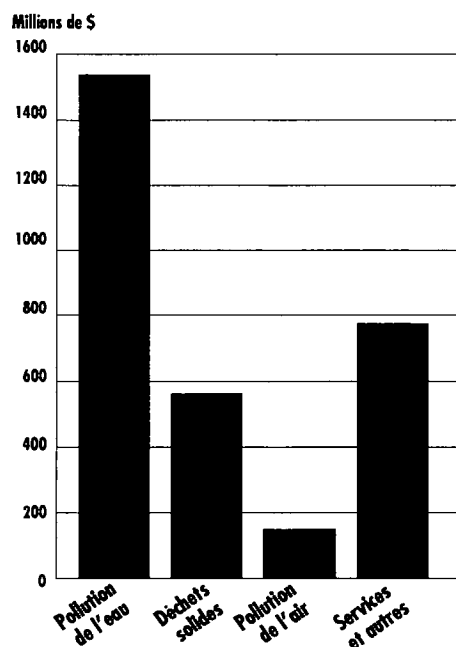
## AVANT-PROPOS

Le secteur mexicain de l'environnement offre de nombreuses possibilités aux entreprises canadiennes qui fournissent des services ou fabriquent des produits destinés à la gestion de l'environnement et au contrôle de la pollution. Si le marché mexicain de l'environnement ne représente qu'environ la moitié de celui du Canada, il devrait connaître une croissance très importante sous la pression du public qui demande l'adoption et le respect de normes environnementales plus sévères. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) rend ce renforcement des normes encore plus impératif. Étant donné qu'une partie des nouvelles normes environnementales du Mexique s'inspire de la réglementation canadienne, les sociétés canadiennes du secteur de l'environnement bénéficieront d'un avantage particulier dans certains domaines.

## 1. INTRODUCTION AU SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT

### INTRODUCTION

**TABEAU 1**  
**SECTEUR MEXICAIN DE L'ENVIRONNEMENT - 1991**  
(MILLIONS DE DOLLARS)



Le secteur mexicain de l'environnement est relativement petit puisque la valeur de ses échanges était d'environ 3 milliards de dollars\* en 1990. Celui du Canada est environ le double, se situant entre 5 et 7 milliards de dollars, selon la définition qu'on en utilise. En pourcentage du PNB, le secteur mexicain a à peu près la même taille que celui du Canada, c'est-à-dire d'environ 1 pour cent. La population mexicaine étant trois fois plus importante que celle du Canada; les besoins du Mexique dans le domaine de l'environnement, et donc son marché potentiel, sont nettement plus importants.

Les entreprises du secteur de l'environnement fournissent des services et de la technologie pour protéger l'environnement des dommages dus à toutes les formes d'activité humaine ainsi que pour réparer des dommages causés antérieurement et pour conserver les ressources naturelles. Ce domaine englobe des services comme ceux de l'ingénierie, de la recherche et de la formation ainsi que la fabrication d'équipement et d'instrumentation pour la réduction de la pollution.

Ce secteur d'activité peut être divisé en trois grands sous-groupes, soit ceux de l'air, de l'eau et des déchets solides. Le Mexique est au bord de la crise dans ces trois domaines. Cela s'explique par une infrastructure et des compétences inadéquates dans le domaine de l'environnement alliées à une augmentation de la population et à une croissance soutenue de l'économie. Le renforcement de la réglementation gouvernementale dans le domaine de l'environnement oblige progressivement les dirigeants des organismes publics et privés à prendre des mesures correctives. Tous ces éléments se combinent pour créer d'importantes possibilités pour les fournisseurs canadiens de technologies appliquées tant à la conservation de l'environnement qu'à la réduction de la pollution.

\* À moins d'indication contraire, toutes les sommes sont indiquées en dollars canadiens.



## ÉLÉMENTS MARQUANTS DE L'ALENA POUR LA MAIN-D'ŒUVRE ET L'ENVIRONNEMENT

L'ALENA reconnaît l'importance des objectifs nationaux et internationaux en matière d'environnement. L'entente contient entre autres des dispositions qui sont destinées :

- préserver les droits des gouvernements à fixer des normes élevées en matière d'environnement;
- affirmer le droit des gouvernements à protéger l'environnement;
- cette protection peut entrer en conflit avec d'autres obligations commerciales mais ne devra pas être discriminatoire ou prendre la forme de barrières tarifaires;
- préciser que les obligations concernant le commerce dans certains ententes internationales en matière d'environnement peuvent l'emporter sur les obligations prévues par l'ALENA;
- permettre à tout comité créé pour étudier un problème environnemental d'avoir accès des spécialistes en la matière pour l'aider dans ses délibérations; et
- affirmer qu'aucun des pays membres de l'ALENA ne devrait réduire ses normes en matière de santé, de sécurité ou d'environnement pour attirer des investissements.

## L'ENVIRONNEMENT AU MEXIQUE : UNE CRISE QUI S'AGGRAVE

Jusqu'à récemment, le Mexique ne constituait pas un marché important pour les entreprises canadiennes du domaine de l'environnement. En 1990, les exportations d'équipement et d'instrumentation pour l'environnement à destination du Mexique plafonnaient à 6,4 millions de dollars canadiens pour tomber ensuite à un peu moins de 2 millions au cours de l'année suivante. De nouveaux marchés commencent à apparaître maintenant. Ces possibilités s'expliquent essentiellement par les efforts des responsables du gouvernement mexicain pour renforcer la réglementation sur l'environnement. Le Mexique ne dispose pas actuellement de l'infrastructure, de la capacité de fabrication ni du secteur des services nécessaires dans le domaine de l'environnement pour répondre à ces nouvelles exigences.

La contamination du milieu mexicain a déjà atteint des niveaux alarmants. Plus de 25 pour cent de toutes les industries sont implantées dans la vallée de Mexico où des émissions polluantes excessives, l'altitude élevée et les inversions de température se combinent pour faire de la ville de Mexico la plus polluée au monde. Quarante pour cent de tous les polluants de l'air proviennent des trois plus grandes villes du pays. La production quotidienne de déchets municipaux est d'environ 58 000 tonnes et les sites d'enfouissement contrôlé ne peuvent en absorber qu'environ un cinquième. On se départit de façon illégale de certains des déchets dangereux et cliniques.

On estime que plus des deux-tiers des 320 bassins des rivières du Mexique sont pollués. Les systèmes de traitement des eaux usées municipaux et industriels traitent moins d'un quart du total des eaux usées. Les déchets agricoles contribuent également au problème et, dans certains cas, on utilise des eaux d'égouts non traitées pour l'irrigation, ce qui présente des risques graves pour la santé.

L'inquiétude que la pollution de l'environnement soulève dans le public a amené le gouvernement à prendre des mesures, et notamment à promulguer la *Loi fédérale sur l'équilibre écologique et la contamination de l'environnement de 1988*. L'adoption de celle-ci a été suivie par l'entrée en vigueur de nouveaux mécanismes d'application en 1992. D'autres politiques gouvernementales ont, par contre, rendu difficile pour certaines PME de se conformer à cette réglementation. C'est ainsi que si la politique monétaire restrictive a réduit de façon très sensible l'inflation, elle a maintenu des taux d'intérêt élevés. La libéralisation du commerce, qui a permis d'accroître la capacité concurrentielle des entreprises mexicaines, les a également exposées à une concurrence étrangère plus agressive et a réduit leur marge de profit.

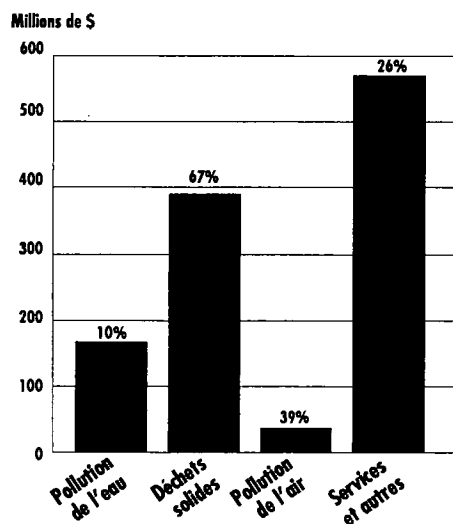
Malgré ces contraintes, la combinaison des nouveaux projets publics et de l'application plus stricte de la réglementation au secteur privé devrait faire grimper la demande d'équipement et de services environnementaux. Lors des premières phases de l'effort national pour prendre le contrôle sur l'environnement, on mettra surtout l'accent sur les services d'expertise-conseil et de formation. Il faudra procéder à des milliers d'évaluations environnementales et d'analyses de risques, ainsi qu'à la formation du personnel responsable de la réglementation. Au fur et à mesure que ce marché progressera vers la maturité, l'accent se déplacera vers la fourniture d'équipement pour la mesure et le contrôle de la pollution de l'environnement.





## LES EFFETS DES IMPORTATIONS

**TABEAU 2**  
**PÉNÉTRATION DES IMPORTATIONS - ÉQUIPEMENT**  
**DE CONTRÔLE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**MEXIQUE, 1991**  
**(MILLIONS DE DOLLARS)**



Les importations jouent un rôle majeur dans les efforts du Mexique pour gérer ses problèmes environnementaux. En 1991, les importations d'équipement destinées au contrôle de la pollution de l'environnement dans les sous-secteurs de l'air, de l'eau et des déchets solides atteignaient 587 millions de dollars canadiens, soit environ 26 pour cent du marché total de 2,2 milliards de dollars. Les services environnementaux comptent également pour une part importante des importations, puisque leur valeur est évaluée à 765 millions de dollars.

La part des importations est plus importante dans le sous-secteur de la gestion des déchets solides, où elle constitue les deux-tiers du marché. C'est un domaine auquel les responsables mexicains n'ont pas encore accordé beaucoup d'attention et qui dispose d'une infrastructure insuffisamment développée. L'équipement destiné au contrôle de la pollution de l'air est importé à 39 pour cent, mais il s'agit là d'un sous-secteur relativement petit car les dépenses massives consacrées à la substitution des carburants et à l'amélioration des véhicules moteurs ne sont pas classées comme relevant du secteur de l'environnement. L'équipement destiné au contrôle de la pollution de l'eau, de loin le plus important des sous-secteurs, est d'origine mexicaine à 90 pour cent mais, étant donnée la taille du marché global allié à un taux de croissance prévu de 15 pour cent, ce marché devrait être attrayant pour les fournisseurs étrangers.

La part des importations dans le marché total devrait augmenter alors que le Mexique s'efforce d'élargir son secteur de l'environnement à un niveau dépassant celui de ses capacités propres.

La part canadienne du marché de l'équipement environnemental importé n'apparaît pas sur les graphiques de part du marché présentés dans cette étude parce qu'elle est trop petite par rapport à celle des autres pays. En 1991, les États-Unis accaparaient environ 70 pour cent du marché mexicain des importations environnementales.

D'après Statistique Canada, les exportations canadiennes d'équipement et d'instruments pour l'environnement ne totalisaient en 1991 que 2,3 millions de dollars, soit une diminution marquée par rapport aux 6,4 millions de dollars de l'année précédente. Les exportations les plus importantes de produits étaient celles des épurateurs de gaz, des échangeurs de température et des indicateurs de débit qui représentaient un peu plus de 90 pour cent du total des exportations de 1991. Ces données ne tiennent pas compte des exportations de services.

## CONCURRENCER DANS LE SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Les entreprises canadiennes bénéficient d'avantages concurrentiels dans certains secteurs du marché, mais elles doivent faire concurrence à des fournisseurs mexicains bien implantés ainsi qu'à un grand nombre de multinationales déjà présentes sur le marché. Étant donné l'ampleur de cette concurrence, certaines sociétés canadiennes qui ont réussi leur pénétration mexicaine se sont concentrées sur des créneaux de marché dans lesquels elles bénéficient d'avantages particuliers; d'autres ont formé des consortiums avec d'autres sociétés canadiennes.

## POSSIBILITÉS DE MARCHÉ POUR LES SOCIÉTÉS CANADIENNES

La croissance économique soutenue, alliée à une approche beaucoup plus agressive du gouvernement mexicain envers la réglementation sur l'environnement, a créé des possibilités pour les entreprises canadiennes dans le secteur mexicain de l'environnement. On s'attend à ce que ces possibilités augmentent encore à l'avenir. Pendant les premières phases du programme mexicain de transformation de son environnement, c'est dans le domaine des services qu'il y aura les possibilités les plus intéressantes et on pense en particulier à l'ingénierie et à la conception, aux évaluations environnementales et à la formation. Au fur et à mesure que le programme évoluera, la demande se déplacera pour se concentrer sur les approvisionnements en équipement de gestion de l'environnement.

## 2. APERÇU DU SOUS-SECTEUR

### APPROVISIONNEMENT EN EAU ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Le Mexique est confronté à la fois à un problème de rareté de l'eau et à une grave pollution de celle-ci par les ménages et l'industrie. La pénurie d'eau a fait grimper les prix à des niveaux sans précédent, en particulier pour l'usage industriel. Cela a fait apparaître une demande pour l'équipement destiné à réduire la consommation en procédant au recyclage dans les usines. La pollution croissante des bassins fluviaux du pays suscite une demande pour les technologies de contrôle de la pollution et de traitement de l'eau à grande échelle. Le marché de l'équipement pour l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées dépasse déjà 1,5 milliard de dollars canadiens, sans tenir compte des services.

### APPROVISIONNEMENT EN EAU

La répartition des ressources hydriques sur le territoire du Mexique est inégale et la population en souffre. La moitié de ces ressources est concentrée dans le sud-est du pays. Le nord, qui englobe presque un tiers de la superficie du pays et dans lequel se trouve la ville de Monterrey, n'a que 3 pour cent de toute l'eau du pays. Les plus grandes villes sont situées dans le centre du pays, alors que les ressources en eau s'y trouvent à des altitudes nettement inférieures à celles de la plupart de la population.

C'est ainsi que la ville de Mexico est confrontée à des problèmes énormes. Quarante pour cent de son eau est pompée dans des réservoirs aquifères, à un taux qui dépasse la capacité de ces réservoirs de 50 pour cent. Cela provoque la subsidence des terres et abîme les structures de surface. La plupart du reste de l'eau consommée par la ville de Mexico est pompée à 127 kilomètres de là dans la rivière Cutzumala. Il faut la pomper pour l'amener plus de 1 000 mètres plus haut, ce qui consomme énormément d'énergie.

Le prix de l'eau est donc élevé et il varie beaucoup d'une ville à l'autre. En 1993, les ménages le payaient entre 0,13 \$ canadien le mètre cube dans la région de Hermosillo et 0,37 à Ciudad Laredo. Les prix augmentent rapidement avec le niveau de consommation et sont beaucoup plus élevés pour les utilisations industrielles.

#### PRIX DE L'EAU SELON LES RÉGIONS

Ville/région	Coût du mètre cube \$
Saltillo	0,14
Monterrey	0,35
Ciudad Laredo	0,37
Gomez Palacio	0,24
Torreón	0,31
Hermosillo	0,13
Villahermosa	0,20

Source: Agua Potable, janvier 1993.

Note: il y a des variations plus importantes du prix de l'eau entre les différentes villes. C'est ainsi que Saltillo et Monterrey sont à moins de 90 km l'une de l'autre et que le prix de l'eau à Monterrey, la grande ville industrielle, dépasse celui de Saltillo de plus de 250 %.

*La Comisión Nacional del Agua procède à une décentralisation. Elle s'efforce de transférer ses pouvoirs dans ces domaines aux états et aux municipalités, pour celles de plus de 50 000 habitants.*



Dans le District fédéral, ces prix commencent à 0,45 \$ le mètre cube et atteignent 1,18 \$ quand la consommation augmente. Ces prix ont augmenté énormément au cours des deux dernières années alors que le gouvernement retirait les subventions et commençait à appliquer une politique de prix basée sur le recouvrement des coûts.

### **TRAITEMENT DES EAUX USÉES**

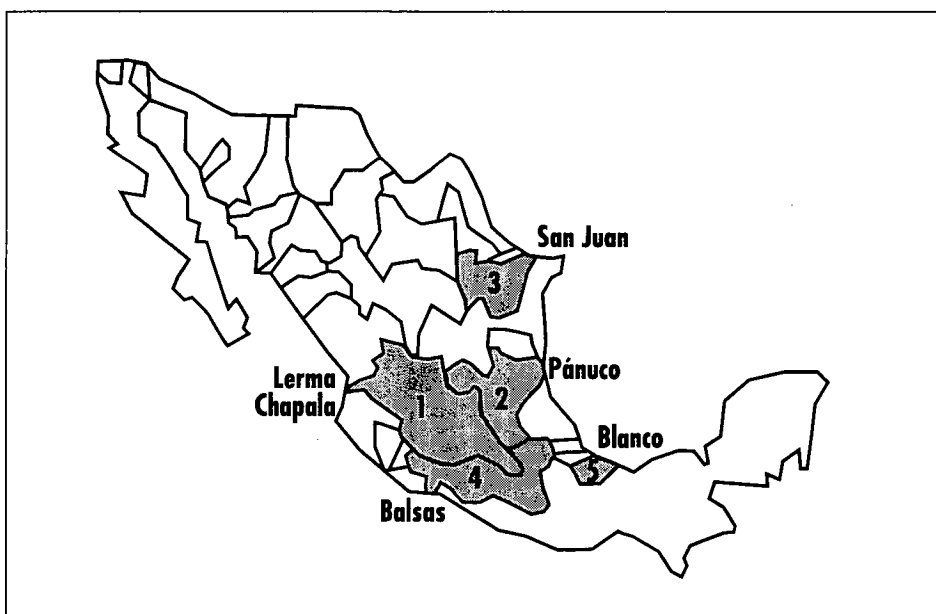
Les bassins fluviaux du Mexique sont gravement contaminés, ce qui amène une demande de plus en plus importante pour les technologies de contrôle de la pollution. Les deux tiers des 320 bassins fluviaux du Mexique sont considérés comme pollués. Quarante-vingt pour cent de tous les déchets organiques sont déversés dans 20 d'entre eux. Les polluants de l'eau proviennent des municipalités, de l'industrie et de l'agriculture.

La capacité de traitement des eaux usées des municipalités est nettement insuffisante. La plupart des usines font appel aux techniques de bassin d'oxygénation et de remuage des boues. Il y a moins de 400 usines de traitement qui ne parviennent à traiter que 19 pour cent de tous les effluents municipaux.

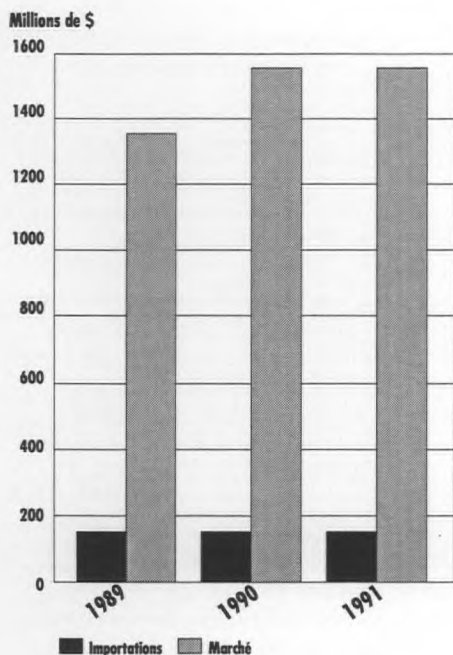
De la même façon, il n'y a environ qu'un quart des eaux usées industrielles à être traitées. Il y a au Mexique 282 usines de traitement industriel, la plupart d'entre elles ayant recours aux techniques de floculation chimique et de remuage des boues. Chaque année, environ 60 millions de mètres cubes d'effluents industriels sont rejetés dans la nature sans être traités. Les secteurs industriels qui contribuent le plus à la dégradation des eaux sont ceux du sucre, de la chimie, des pâtes et papier et du pétrole qui, pris ensemble, sont responsables des trois quarts de tous les effluents industriels.

L'agriculture et la production du bétail sont une autre source importante de contamination des eaux. La menace la plus grave provient de l'élevage des porcs. Les agriculteurs se servent des eaux d'égouts brutes pour irriguer certaines cultures et il est arrivé que certains légumes soient contaminés par des bactéries fécales, ce qui constitue une menace grave pour la santé.

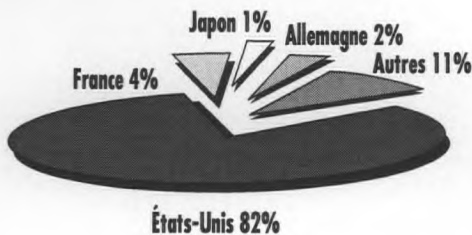
**FIGURE 1**  
**CINQ BASSINS FLUVIAUX MEXICAINS LES PLUS POLLUÉS**



**TABLEAU 3**  
**ÉQUIPEMENT DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION**  
**DE L'EAU**  
**MEXIQUE, 1989 À 1991**  
**(MILLIONS DE DOLLARS)**



**TABLEAU 4**  
**PARTS DU MARCHÉ DE L'IMPORTATION**  
**ÉQUIPEMENT DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION**  
**DE L'EAU**  
**MEXIQUE, 1991**



Les cinq réseaux fluviaux indiqués sur la carte sont ceux dans lesquels on a constaté les besoins les plus urgents de mesures de contrôle de la pollution.

- Le bassin hydrographique de Lerma-Chapala reçoit 16 pour cent des eaux usées du pays, mais il n'y a que 180 entreprises sur plus de 1 200 le long de la rivière à avoir des systèmes de traitement des eaux usées. Le gouvernement a adopté un programme ambitieux de construction d'usines additionnelles de traitement et ce programme est en cours.
- Le bassin fluvial de Pánuco reçoit la pollution du port de Tampico-Madero-Altamira. Une étude est en cours pour relever les substances toxiques les plus importantes et leurs origines.
- Le bassin fluvial de San Juan englobe les villes de Monterrey et de Saltillo. On a procédé à une étude des déchets toxiques et on est en train de construire une usine de traitement des eaux usées pour Monterrey.
- Le bassin fluvial de Balsas englobe le District fédéral. On y a construit deux usines de traitement des eaux usées et trois autres sont en cours d'amélioration.
- Le bassin fluvial de Blanco subit l'influence de plusieurs régions urbaines. Le gouvernement de l'état de Veracruz a lancé une société mixte, secteur public et secteur privé, pour construire et exploiter une usine régionale de traitement des eaux usées.

### LE MARCHÉ DE L'ÉQUIPEMENT DESTINÉ À L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET AU TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Ce marché mexicain a été évalué à plus de 1,5 milliard de dollars canadiens en 1991 et on prévoyait un taux annuel de croissance d'environ 15 pour cent entre 1992 et 1994. Le budget du gouvernement de 1993 en biens d'équipement dans ce secteur était, à lui seul, de 1,2 milliard de dollars. S'ajoute à cela le marché des services techniques pour la réparation, l'entretien, la formation et les études et les travaux de recherche.

### IMPORTATIONS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉ AU CONTRÔLE DE LA POLLUTION DE L'EAU

Ce marché est l'élément le plus important de l'ensemble du secteur de l'environnement, puisqu'il représentait plus de 1,5 milliard de dollars canadiens en 1991. La pénétration des importations n'était que de 10 pour cent. Les États-Unis étaient le principal importateur, avec plus de 80 pour cent du marché, suivis par la France et l'Allemagne. Ces chiffres ne font pas état des importations de services.

### CONCURRENCE DANS LE DOMAINE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DU TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Un grand nombre d'entreprises mexicaines sont présentes dans le secteur du traitement de l'eau. Ces entreprises sont surtout concurrentielles dans les domaines faisant appel à une technologie rudimentaire. Elles fabriquent des produits sensibles aux prix comme les valves, les conduites d'eau, les pompes, les compteurs et les autres produits qui sont adaptés à la technologie mexicaine. Parmi ces entreprises, on peut citer les noms de Aguaconsult, Aguamex, Agua Major, Estrasa, Agua-Treat et Filtros y Purificadores Azteca.



## ÉTUDE DE CAS :

### TRAITEMENT DES EAUX USÉES ZENON ENVIRONMENTAL INC.

Zenon est une entreprise canadienne qui existe depuis 12 ans et qui s'est transformée en société ouverte en 1992. Elle a connu une croissance rapide et pris de l'expansion sur les marchés internationaux. Elle est présente en Europe et aux États-Unis. Zenon estime que le Mexique est un marché éventuel important pour ses processus de traitement de l'eau puisque ceux-ci peuvent non seulement recycler l'eau mais aussi certains des contaminants qu'elle contient. M. Ron Clifton, vice-président, fait remarquer que les Mexicains ont une volonté nationale d'aller de l'avant, ce qui revient à créer une demande pour les produits et les services environnementaux.

Affaires étrangères et Commerce international Canada, ainsi qu'Industrie Canada, ont assisté de façon efficace les efforts de Zenon Environmental Inc. de Burlington, en Ontario, pour pénétrer le marché mexicain. Zenon a fait appel aux services d'AÉCIC et d'IC pour réaliser sa recherche sur le marché mexicain et pour parvenir à comprendre la culture de ce pays et la façon d'y faire des affaires. Les missions commerciales sont également entrées en lice, la faisant bénéficier de leurs réseaux de contacts et en organisant des rendez-vous.

L'entreprise a commencé à pénétrer le marché mexicain en vendant ses produits et services à General Motors et à Chrysler, des sociétés américaines implantées au Mexique. Ces constructeurs d'automobiles connaissent déjà les services et les produits de Zenon et pouvaient facilement les intégrer à leurs activités mexicaines.

L'objectif de Zenon est d'établir une relation à plus long terme avec un partenaire mexicain. Elle étudie maintenant des possibilités de partenariat qui pourraient porter sur la représentation simple de produits, des coentreprises, une prise de participation dans une entreprise mexicaine ou l'ouverture d'un bureau sur ce marché, ou encore l'ensemble de ces possibilités. De l'avis de ses dirigeants, l'apport de Zenon à un partenariat prendra la forme d'une technologie de pointe, de son expérience, de ses connaissances alors que l'entreprise attend de son éventuel partenaire qu'il l'aide à comprendre la culture, la façon de faire des affaires, à bien cerner les marchés de ses produits et à fournir un service orienté vers le client.

Il y a au Mexique cinq entreprises de fabrication en activité qui peuvent concevoir et construire des systèmes complets de traitement des eaux : Babcock & Wilcox, Degremont de Mexico, Etrasa et Lawscos and Intensa. Elles accaparent 60 pour cent des ventes totales.

Un grand nombre de sociétés mexicaines d'expertise-conseil peuvent fournir des services de contrôle de la pollution des eaux. Elles ont tendance à assurer les éléments des grands projets d'ingénierie qui nécessitent une main-d'œuvre importante, tout simplement parce que seulement un petit nombre d'entre elles sont capables de réaliser des projets complets. Parmi celles-ci, il y a Grupo Mexicano de Desarrollo, FINSA, Grupo IC, Bufete, Gutsa et Cydsa.

Enfin, plusieurs entreprises fournissent des produits chimiques destinés à des usines de traitement des eaux dont Dow, Bayer, Rohm et Haas ainsi qu'un petit nombre de sociétés mexicaines qui se spécialisent dans des lignes de produits étroites.

### SOCIÉTÉS INTERNATIONALES DE TRAITEMENT DE L'EAU ET DES EAUX USÉES TRAVAILLANT AU MEXIQUE

Sociétés étrangères	Représentants au Mexique
Ashbrook Simon Hartley	Servicios de Ingeniería del Medio Ambiente, S.A. •
Babcock & Wilcox	Babcock & Wilcox de México
Culligan International	Industrias Mass.
Degremont	Degremont de México
Dorr-Oliver, Inc.	Dorr-Oliver de México, S.A. de C.V.
Envirex, Inc.	Belco Mexicana, S.A. de C.V.
Générale de Eaux	Bufete
Graver Water	Industrias Econdyne, S.A. de C.V.
Hach Company	General de Laboratorios, S.A. de C.V.
Illinois Water Treatment	Itensa, S.A.
Leeds & Northrup	Leeds & Northrup Mexican S.Á.
Lowscos Corp.	Lowscos Mex, S.A. de C.V.
Lyonnaise des Eaux	
Memtec International	ARNI, S.A.
Millipore Corporation	Millipore, S.A. de C.V.
Radian Corporation	Corporación Radián S.A. de C.V.
Western Water Equipment	Soliatec, S.A. de C.V.



## POSSIBILITÉS DE MARCHÉ POUR LES ENTREPRISES CANADIENNES

### ÉTUDE DE CAS :

#### TRAITEMENT DES EAUX USÉES BIOCLEAR TECHNOLOGY, INC.

L'expérience de la société Bioclear Technology Inc., de Winnipeg, confirme l'importance que prend, en termes de marché, la préoccupation accrue pour l'environnement au Mexique, en particulier quand on tient compte de l'ALENA.

Bioclear, qui a été créée en 1976, est un fabricant de pointe de réacteurs discontinus en séquence (RDS) utilisés dans les usines de traitement des eaux usées. Leurs systèmes de quatrième génération sont reconnus comme les plus avancés de l'industrie.

Bioclear a rapidement pris conscience de l'importance des efforts du Mexique pour nettoyer son environnement et a été active dans ce pays pendant les deux dernières années. Le directeur des ventes de l'entreprise, M. Murray Dulton, explique que « dans l'attente de l'adoption de l'Accord nord-américain de libre-échange, le Mexique s'est engagé à améliorer ses infrastructures, en commençant avec ses installations publiques. Tant l'industrie que le gouvernement se sont engagés à évoluer et ont abaissé leurs barrières commerciales pour la technologie étrangère, comme nous l'avons fait. » Mr. Dulton ajoute que dans la zone des *maquiladoras* du nord seulement, Bioclear dispose d'un marché éventuel de plus de 100 millions de dollars au cours des cinq ans à venir.

Après avoir présenté sa technologie aux autorités mexicaines lors de la foire commerciale Expo '91 à Monterrey, Bioclear a conclu une entente pour monter une usine pilote à l'Université de Monterrey afin que la Commission nationale des eaux mexicaines puisse procéder à des essais. L'objectif est d'obtenir l'approbation environnementale mexicaine pour le système RDS.

Le marché des équipements et des services de traitement des eaux et des eaux usées est celui qui est le mieux implanté dans le domaine de l'environnement au Mexique. La demande émane essentiellement des acheteurs des municipalités, des consortiums de transformation et des développements touristiques.

**ÉTUDES TECHNIQUES.** Le fait que les services municipaux d'approvisionnement en eau soient de plus en plus tenus de procéder au recouvrement des coûts alimentera une demande pour la remise en état des usines actuelles de traitement des eaux usées. Cela créera un marché pour les évaluations techniques et les études de faisabilité.

#### PROJETS DE CONSTRUCTION-EXPLOITATION-TRANSFERT (CET).

La décentralisation du pouvoir de la gestion de l'eau vers les gouvernements municipaux fait apparaître un marché pour le développement de projets CET par les entreprises étrangères parce que les autorités municipales manquent souvent des compétences techniques et en gestion nécessaires pour lancer leurs propres projets dans le domaine de l'eau. De plus, les dirigeants de PEMEX ont annoncé dans leurs plans que cinq usines de traitement des eaux et des eaux usées seraient construites à contrat sur la base des CET. Chaque usine aura une valeur d'environ 20 millions de dollars US et ces contrats comprendront des ententes de service pour 12 à 15 ans. Il y a des possibilités comparables dans les usines privées du secteur de la pétrochimie.

#### ÉQUIPEMENT POUR LE CONTRÔLE ET LA MESURE DES DÉCHETS.

L'amélioration de la qualité du contrôle par la Commission nationale des eaux, alliée à la décentralisation et à l'élargissement de la politique de recouvrement des coûts feront apparaître une demande pour l'équipement de contrôle et de mesure. Ce marché comprend les indicateurs de débit, les spectromètres, l'équipement d'échantillonnage et de laboratoire ainsi que les autres systèmes de contrôle de la pollution. Les grandes entreprises multinationales et mexicaines choisiront de plus en plus de contrôler aussi elles-mêmes leurs effluents.

**ÉQUIPEMENT ET SERVICES DE LABORATOIRE.** La croissance des vérifications environnementales et des évaluations d'impact fait augmenter la demande de services de laboratoire venant des sociétés d'ingénierie et celle d'équipement de laboratoire pour les laboratoires privés.

**ÉQUIPEMENT DE PRÉ-TRAITEMENT.** Le fait que le Procureur fédéral à la protection de l'environnement applique avec plus de rigueur la réglementation et la législation incitera les industries dont le travail a des effets marqués sur l'environnement, comme celle du sucre, à installer du matériel de pré-traitement.

**SERVICES D'EXPERTISE-CONSEIL.** La Commission nationale des eaux, les municipalités et les organismes d'état que cette commission dessert constituent un excellent marché pour les services d'expertise-conseil et de formation.

#### DÉVELOPPEMENTS IMMOBILIERS INDUSTRIELS ET GROUPES INDUSTRIELS.

Le *Departamento del Distrito Federal* qui gère le District fédéral met en place une politique pour préparer des développements industriels qui comprendront des installations afin de traiter les effluents des usines de la région. On peut en donner comme exemple le développement d'*Iztapalapa* à Mexico construit par FINSA. Neuf autres développements du même genre sont prévus dans la région de Mexico. Le prix élevé de l'eau incite également des sociétés privées à mettre sur pied des consortiums pour construire ensemble des usines de recyclage de l'eau leur appartenant. On peut en donner comme exemple l'usine de traitement de *Vallejo* à Mexico.

**DÉVELOPPEMENTS TOURISTIQUES.** Les développements touristiques actuels et nouveaux incorporent des équipements de contrôle de la pollution de l'eau à leur infrastructure.

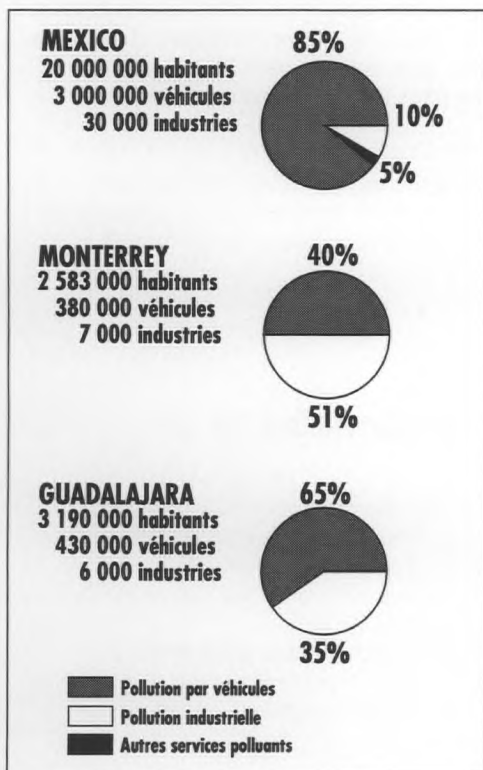


## CONTRÔLE DE LA POLLUTION DE L'AIR

Les grands centres urbains du Mexique souffrent de problèmes de pollution de l'air graves. C'est dans les régions de Mexico, de Guadalajara et de Monterrey que ces problèmes sont les plus inquiétants puisque 40 pour cent de toutes les émissions atmosphériques en émanent. L'état à vocation pétrochimique de Veracruz a des problèmes particuliers et on estime également que les zones industrielles à expansion rapide du nord se trouvent dans une situation critique.

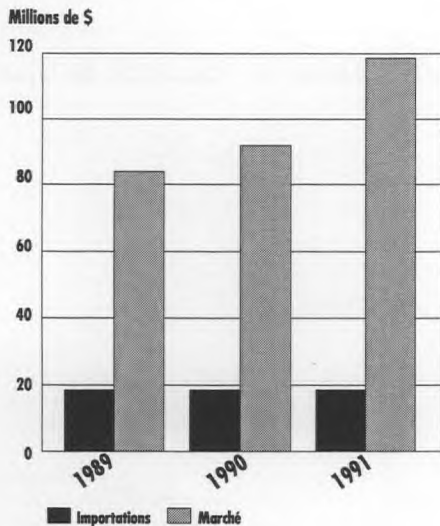
**FIGURE 2**  
**VILLES MEXICAINES AYANT LES PLUS HAUTS NIVEAUX DE POLLUTION DE L'AIR**

**TABEAU 5**  
**ÉLÉMENTS CONTRIBUANT À LA POLLUTION DE L'AIR DES GRANDES VILLES MEXICAINES**



On considère généralement que la ville de Mexico est la plus polluée au monde. Les émissions industrielles sont pratiquement sans contrôle mais le transport est de loin l'élément le plus polluant, étant responsable des trois-quarts de toutes les émissions. Les carburants, produits par PEMEX, le monopole pétrolier d'état, ont une teneur en anhydride sulfureux très élevée. Les moteurs à combustion interne fonctionnent mal à l'altitude de 2 240 mètres de la ville. Ces problèmes sont encore aggravés par les inversions thermiques qui prennent les polluants au piège dans la vallée.

**TABLEAU 6**  
**ÉQUIPEMENT DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION**  
**DE L'AIR**  
**MARCHÉ NATIONAL ET IMPORTATIONS**  
**MEXIQUE, 1989 À 1991**  
**(MILLIONS DE DOLLARS)**



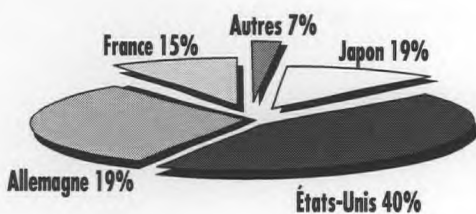
Bien que l'industrie ne contribue qu'à une partie relativement faible des émissions d'ensemble, la pollution de l'air par l'industrie est un problème grave car il n'y a qu'un petit nombre d'usines à être dotées d'équipement de contrôle des émissions et parce que celles-ci émettent pour une grande part des substances fortement toxiques. Les problèmes les plus graves se retrouvent dans les secteurs des pâtes et papier, du ciment et du textile qui, pris ensemble, sont responsables de près de 80 pour cent de la pollution industrielle. Une partie de la pollution de l'air par l'industrie tient à l'utilisation intensive de pétrole brut lourd comme carburant.

## LE MARCHÉ DE L'ÉQUIPEMENT DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR

Ce marché a été évalué au Mexique à 118 millions de dollars canadiens en 1991, avec une croissance prévue d'environ 15 pour cent par année entre 1992 et 1994. La plupart des améliorations à la qualité de l'air seront dues à des programmes lancés par les gouvernements afin de réduire les émissions de gaz d'échappement des automobiles grâce à la consommation de carburants sans plomb et de convertisseurs catalytiques. Les organismes parapublics,<sup>1</sup> en particulier ceux produisant du pétrole et de l'électricité, sont soumis à des pressions pour réduire leurs émissions polluantes, mais cette réduction sera atteinte dans une large mesure par la substitution de carburant.

Les ventes directes d'équipement pour le contrôle de la pollution de l'air aux utilisateurs finaux, en particulier les petites usines, ne devraient pas augmenter de façon importante à court terme. Toutefois, à plus long terme, l'application plus rigoureuse de la réglementation sur la contamination de l'air fera augmenter ce marché, en particulier dans les secteurs et les régions géographiques où cette application sera jugée prioritaire.

**TABLEAU 7**  
**PARTS DU MARCHÉ DE L'IMPORTATION**  
**ÉQUIPEMENT DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION**  
**DE L'AIR**  
**MEXIQUE, 1991**



## L'IMPORTATION D'ÉQUIPEMENT DE CONTRÔLE DE LA POLLUTION DE L'AIR

La pénétration des importations sur le marché de l'équipement de contrôle de la pollution de l'air était de 39 pour cent du marché intérieur, mais la taille globale du marché est relativement petite à 120 millions de dollars. Cela s'explique par le fait que, même si le contrôle de la pollution de l'air a une priorité élevée, les objectifs sont dans une large mesure atteints en adoptant une nouvelle technologie des transports, y compris en utilisant des carburants sans plomb et en appliquant des normes de contrôle des émissions pour les automobiles. Ces éléments n'entrent pas dans ce sous-secteur. Ces données ne comprennent pas non plus les importations de services.

## CONCURRENCE DANS LE DOMAINE DU CONTRÔLE DE LA POLLUTION DE L'AIR

Les entreprises mexicaines actives sur le marché de l'équipement destiné au contrôle de la pollution de l'air sont des entreprises relativement importantes comme Purificación de Aire Mexicana et Avante Ingenieros ainsi qu'un certain nombre d'entreprises plus petites comme VISA. Les fabricants locaux produisent des équipements de base comme les collecteurs de poussière et les filtres. L'équipement plus poussé comme les moniteurs, les instruments de mesure, les analyseurs, les laboratoires mobiles et l'équipement de contrôle électronique est le plus souvent importé.

1. Les organismes parapublics - Paraestatal





## ÉTUDE DE CAS :

### CONTRÔLE DE LA POLLUTION DE L'AIR BOVAR-WESTERN RESEARCH

Le Mexique s'efforce de réduire la pollution de l'air en remplaçant les carburants qu'utilisent les automobiles et les centrales thermiques par des carburants à plus faible teneur en anhydride sulfureux. Ces efforts font croître le marché de Bovar-Western Research de Calgary.

Cette société a été créée en 1967 pour venir en aide au secteur canadien de la récupération de l'anhydride sulfureux et du traitement du gaz. Au cours des deux dernières décennies, les produits et les services de l'entreprise sont devenus des normes de l'industrie et Bovar-Western est maintenant présente dans 33 pays à travers le monde.

Bovar-Western a obtenu la première de ses ventes au Mexique en 1987, quand elle a signé son premier contrat avec PEMEX, le monopole pétrolier d'état, pour lui vendre l'instrumentation nécessaire au processus de récupération de l'anhydride sulfureux. Elle a depuis élargi son marché à d'autres installations pétrochimiques du Mexique et vient d'annoncer qu'elle aura sous peu un personnel de vente permanent au Mexique.

Len Edwards, directeur des ventes de Bovar-Western, signale qu'alors que les marchés canadiens et américains sont arrivés relativement à maturité, «la législation entre tout juste en vigueur dans les pays en développement. C'est ainsi que le Mexique a démontré, avec l'adoption de l'Accord nord-américain de libre-échange, sa volonté de nettoyer ses industries».

## SOCIÉTÉS INTERNATIONALES DE CONTRÔLE DE LA POLLUTION DE L'AIR TRAVAILLANT AU MEXIQUE

Sociétés étrangères	Représentants au Mexique
Altech Systems Corporation	Altech Systems Corporation
American Airlifters	
Babcock & Wilcox	Babcock & Wilcox de México
Beckman	
Chemical Waste Management	Chemical Waste Management de México
ENV America	ENV Ambiente de México, S.A. de C.V.
Fisher Governer	
Flakt	
Flex Kleen	
Foxboro	
Honeywell	
Jones and Neuse, Inc.	Technoconsult
Lear Siegler, Inc.	Ingeniería Ecológica
Leeds and Northrup	Leeds and Northrup Mexicana, S.A.
Marley International	
Radian Corporation	Corporación Radián S.A. de C.V.
Rohm and Haas	Soliqtec, S.A. de C.V.
Taylor Instruments	

## POSSIBILITÉS DE MARCHÉ POUR LES ENTREPRISES CANADIENNES

Les niveaux élevés de pollution de l'air, en particulier dans la vallée de Mexico et dans la zone frontalière du nord ont poussé à concerner les efforts pour réduire les émissions de substances nuisibles dans l'air. Une grande partie de cet effort est consacrée à la substitution des carburants, mais la demande est également importante pour les équipements destinés à retirer des particules, comme les dépoussiéreurs électriques et les épurateurs-laveurs.

**SUBSTITUTION DU MAZOUT LOURD.** PEMEX prépare maintenant un carburant diesel à teneur en anhydride sulfureux de 0,5 pour cent contre 4,0 pour cent pour le carburant actuel. Elle travaille également à l'élaboration d'un carburant n'en contenant que 0,1 pour cent. Afin de réduire la pollution de l'air, les sociétés privées devront changer de carburant mais peu d'entre elles ont les moyens de modifier leur équipement pour rattraper leur retard et les nouveaux carburants sont pratiquement plus chers. Une proposition de crédit d'impôt de 50 pour cent pour compenser ces coûts est à



l'étude. Si elle est adoptée, la demande sera forte pour l'adaptation des chaudières et pour les systèmes de traitement des fumées afin d'accroître l'efficacité. La nécessité de disposer d'un matériel répondant aux normes pour brûler le gaz naturel ou le propane liquide fera également apparaître de nouvelles possibilités de marché.

**CONVERSION AU PROPANE LIQUIDE.** Le District fédéral met en oeuvre un programme pour que les flottes de camions se convertissent au gaz propane liquide. Cela pourrait encore augmenter le nombre de projets de conversion. Les possibilités de cette nature sont cependant limitées par le manque d'infrastructure et d'installations de transformation pour le propane liquide.

**CONTRÔLE DE LA POLLUTION DES CENTRALES ÉLECTRIQUES.** La demande est continuelle pour l'équipement destiné à retirer l'anhydride sulfureux des émissions des centrales thermiques. Ce marché diminuera probablement sensiblement si PEMEX parvient à fournir les quantités nécessaires de carburant à faible teneur en anhydride sulfureux.

**CONTRÔLE DE LA POLLUTION DE L'AIR PAR LE SECTEUR PRIVÉ.** La demande d'équipement destiné au contrôle de la pollution de l'air, alimentée par l'augmentation des efforts d'application de la réglementation, est dans une certaine mesure réduite par les contraintes financières. Cela concerne en particulier les entreprises les plus petites. Les sociétés multinationales qui ont accès aux capitaux étrangers sont des clients éventuels de ces types de matériel, en particulier dans l'industrie chimique, tout comme celles qui utilisent des solvants industriels, deux domaines dans lesquels le Procureur fédéral concentre ses efforts.

## ÉLIMINATION DES DÉCHETS SOLIDES

L'élimination des déchets solides est un problème grave au Mexique, mais on ne lui a pas jusqu'à maintenant accordé autant d'attention qu'à la pollution de l'air et de l'eau. Ce domaine prendra cependant une priorité élevée à l'avenir.

Il y a trois catégories de déchets solides : les déchets municipaux, les déchets industriels et les déchets dangereux et cliniques. L'ensemble des déchets solides totalise 472 000 tonnes métriques par jour, dont 85 pour cent sont constituées de déchets industriels.

Le secteur minier produit à lui seul environ 300 000 tonnes par jour de déchets. Les domaines du textile, du raffinage, de la pétrochimie, de la chimie et de la métallurgie sont également de grands producteurs de déchets solides.

Les déchets municipaux ont augmenté du fait de l'accroissement de la population et de l'évolution des modèles de consommation. Ils atteignent maintenant 58 000 tonnes par jour. Soixante-dix pour cent des déchets urbains sont recueillis par les systèmes municipaux. En 1990, il n'y avait toutefois que 34 sites d'enfouissement contrôlés au Mexique, ne desservant qu'un cinquième de la population. Bon nombre d'entre eux sont mal adaptés pour éviter la contamination des eaux souterraines. À la fin de 1992, on avait ouvert 10 nouveaux sites d'enfouissement et on en avait choisi sept autres dont l'exploitation devrait commencer sous peu.

### ÉTUDE DE CAS :

#### ÉLIMINATION DES DÉCHETS SOLIDES LAIDLAW INC.

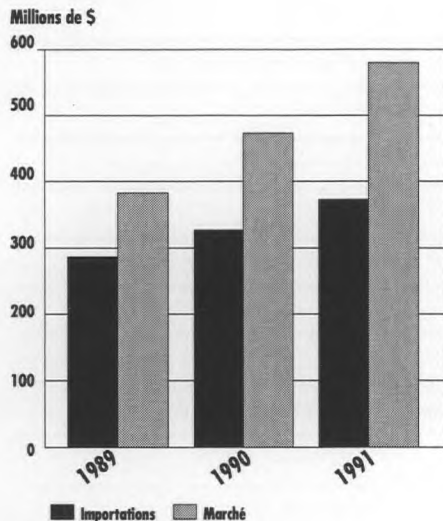
Le programme de privatisation du Mexique s'est avéré payant pour Laidlaw Inc., de Burlington en Ontario. L'entreprise, qui est devenue cotée en bourse en 1989 est un leader nord-américain des services environnementaux pour les secteurs publics et privés.

Laidlaw est apparue sur le marché mexicain en 1992, quand elle a acquis une installation de traitement des déchets dangereux dans la province de Juárez au Mexique. Elle fait le ramassage local des déchets pour les acheminer dans ses sites d'enfouissement du Texas et de Californie. Aux yeux de l'entreprise, il s'agit d'une autre étape pour unifier ses activités nord-américaines de traitement des déchets dangereux en une seule organisation continentale. Les dirigeants de Laidlaw estiment que les revenus provenant de la région du nord du Mexique seule seront d'environ 20 à 30 millions de dollars au cours des deux ou trois prochaines années.

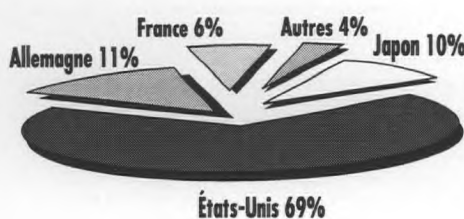
Donald Jackson, président et chef de la direction de Laidlaw, explique l'intérêt de la compagnie envers le Mexique par le fait que «la société a constaté que cet important marché est dirigé par un gouvernement qui s'est engagé dans la voie du développement et de la privatisation rapides».



**TABLEAU 8**  
**ÉQUIPEMENT D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS SOLIDES**  
**MARCHÉ NATIONAL ET IMPORTATIONS**  
**MEXIQUE, 1989 À 1991**  
**(MILLIONS DE DOLLARS)**



**TABLEAU 9**  
**PARTS DU MARCHÉ DE L'IMPORTATION**  
**ÉQUIPEMENT D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS SOLIDES**  
**MEXIQUE, 1991**



Il y a un système officieux, mais très étendu de recyclage du verre, du carton et des plastiques. C'est celui des *pepenadores*<sup>2</sup> qui recueille et vend ces produits aux usines de recyclage. C'est ainsi qu'environ 2 millions de dollars US de produits recyclés sont vendus par jour dans la ville de Mexico. On estime qu'il s'agit là d'un obstacle à la privatisation de la collecte des déchets municipaux.

Les déchets dangereux et cliniques posent également un problème grave. La plupart d'entre eux se retrouvent dans les sites d'enfouissement. Il y a trois installations de confinement pour les déchets dangereux, mais une seule est opérationnelle. Celle-ci, située à Monterrey, ne peut traiter qu'environ 10 pour cent de la production quotidienne du Mexique de 14 000 tonnes de déchets dangereux. Le pays ne dispose d'aucune installation pour le traitement des déchets cliniques qui sont actuellement incinérés et déposés dans les sites d'enfouissement.

## LE MARCHÉ DE L'ÉQUIPEMENT D'ÉVACUATION DES DÉCHETS SOLIDES

Le marché de l'équipement d'évacuation des déchets solides était évalué à 580 millions de dollars en 1991 et on prévoyait un taux de croissance annuel de 25 pour cent par an entre 1992 et 1994. Certains observateurs estiment que cette croissance ne sera pas atteinte d'ici deux à cinq ans parce que le contrôle de la pollution de l'air et de l'eau a actuellement une priorité plus élevée pour le gouvernement mexicain.

## IMPORTATION D'ÉQUIPEMENT POUR LES DÉCHETS SOLIDES

L'importation d'équipement pour les déchets solides constitue une part importante d'un marché relativement petit. En 1991, ces équipements importés représentaient environ les deux tiers d'un marché total de 580 millions de dollars canadiens. Les États-Unis fournissaient environ 70 pour cent de cet équipement, suivis dans l'ordre de l'Allemagne et du Japon. On ne tient pas compte ici des importations de services.

## CONCURRENCE DANS LE DOMAINE DE L'ÉQUIPEMENT POUR DÉCHETS SOLIDES

Le Mexique ne fabrique que peu d'instrumentation ou d'équipement utilisé pour la gestion des déchets dangereux. Certaines entreprises mexicaines assemblent des instruments à partir de composants importés.

Dans le domaine de la vente de ces types d'équipement, la technologie est un élément déterminant, tout comme l'aptitude à assurer la maintenance et la disponibilité de pièces détachées.

Deux des plus importantes entreprises américaines œuvrant dans le domaine des déchets solides recherchent maintenant activement de nouvelles possibilités au Mexique. Il s'agit de Chemical Waste Management et de Browning-Ferris, qui ont d'ailleurs toutes deux créé des coentreprises avec des sociétés mexicaines.

2. Pепенadores - personnes très pauvres faisant les éboueurs.

## SOCIÉTÉS INTERNATIONALES DANS LE DOMAINE DES DÉCHETS SOLIDES TRAVAILLANT AU MEXIQUE

### ÉTUDE DE CAS :

#### RECYCLAGE DES DÉCHETS SOLIDES RECOVERY TECHNOLOGIES INC.

L'expérience de la société Recovery Technologies Inc. (RTI) de Mississauga en Ontario démontre l'importance des foires commerciales pour pénétrer le marché mexicain de l'environnement.

RTI, qui a été créée en 1989, a élaboré un système efficace en termes d'énergie et concurrentiel en termes de coûts de recyclage cryogénique des pneus entiers. L'entreprise a mis au point son premier système à son usine d'Ayr en Ontario où elle a élaboré une technologie pour réduire les pneus usés en granules de caoutchouc. Ces granules, qui peuvent être de diverses tailles, sont utilisés pour fabriquer des produits allant des pare-chocs d'automobiles aux matériaux de construction.

L'objectif de RTI est de vendre son système, sur la base d'usines clé en main, dans les endroits où ces granules peuvent servir à la fabrication de nouveaux produits. En 1992, l'entreprise était passée de 4 à 23 employés et avait vendu des installations en Italie et en Suisse. Avec les négociations qu'elle mène actuellement dans plusieurs autres pays, RTI a ouvert une nouvelle usine à Cambridge en Ontario pour accueillir ses conceptions les plus récentes.

En 1992, RTI a participé à Canada Expo '92 à Monterrey au Mexique. À la suite de cette participation, elle a signé un contrat pour la fourniture d'un système de recyclage cryogénique des pneus avec le Grupo Neosa, un fabricant de semelles de chaussures en caoutchouc.

Sociétés étrangères	Représentants au Mexique
Atmos	Atmos, S.A.
Aralco	Aralco, S.A. de C.V.
Babcock & Wilcox	Babcock & Wilcox de México
Browning-Ferris	Demos Internacional
Chemical Waste Management	Grupo Hermes
Dietzgen	
Dorr-Oliver	Dorr-Oliver de México, S.A. de C.V.
Fisher Governer	
Foxboro	
Hach	General de Laboratorios, S.A. de C.V.
Honeywell	
Horr and Choperena	Horr and Choperena, S.A.
Laidlaw	
Lawscomes	Lascomex, S.A. de C.V.
Leeds and Northrup	Leeds and Northrup Mexicana, S.A.
Perkin Elmer	
Sigma Engineering	Sigma Engineering, S.A. de C.V.
Taylor Instruments	
Uniloc	
Walace and Tierman	

### POSSIBILITÉS DE MARCHÉ POUR LES ENTREPRISES CANADIENNES

Même si l'élimination des déchets solides n'a pas actuellement une priorité élevée au Mexique, on estime que ce secteur est promis à l'expansion pour les deux à cinq années à venir. Il est actuellement peu développé et les nouveaux projets municipaux seront probablement sous-traités au secteur privé.

**ANALYSE ET REMISE EN ÉTAT DES SOLS.** Le gouvernement mexicain étudie une nouvelle réglementation qui obligera les vendeurs de propriétés commerciales à procéder à une inspection environnementale avant de vendre. Si cette recommandation est adoptée, PEMEX devra procéder à d'importantes analyses et à des remises en état des sols sur plusieurs de ses sites.



**VÉRIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES.** Le marché actuel des vérifications et des évaluations se retrouve pour l'essentiel chez les conglomerats multinationaux et mexicains. Si une nouvelle mesure envisagée pour permettre de déduire de l'impôt les coûts des évaluations environnementales est adoptée, on prévoit que la demande pour les vérifications et les évaluations des PME augmentera.

**IDENTIFICATION DES DÉCHETS.** Pour parvenir à contrôler l'élimination des déchets solides, le gouvernement mexicain devra élaborer des critères précis de classification et exiger la divulgation des inventaires industriels. Cela créera une demande pour les services d'ingénierie et de laboratoire ainsi que pour l'équipement.

**FORMATION.** Le Mexique n'a que peu de compétence dans le domaine de la gestion des déchets solides, ce qui permet d'envisager la vente de services de formation, tant au secteur public que privé.

**ÉLIMINATION DES DÉCHETS INDUSTRIELS ET CLINIQUES.** Il n'y a pas d'infrastructure en place au Mexique pour l'élimination de grandes quantités de déchets dangereux et cliniques. Cela offre des possibilités aux entreprises canadiennes ayant des compétences dans ces méthodes d'élimination industrielle.

### 3. FONCTIONNEMENT DU SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Les gouvernements et les organismes gouvernementaux sont les plus importants acheteurs d'équipement environnemental au Mexique. Les dépenses du gouvernement fédéral pour la protection de l'environnement atteignaient 2,5 milliards de dollars US en 1993. Environ un tiers de ces dépenses était affecté aux programmes de grande envergure d'adoption d'un carburant plus propre afin de combattre les problèmes graves de pollution automobile au Mexique. Un autre tiers est destiné à la conservation et à la protection des espèces menacées d'extinction. Le tiers restant est consacré à l'infrastructure environnementale, aux installations de traitement des eaux et aux autres équipements.

Au fur et à mesure que l'application de la réglementation environnementale sera plus exigeante, on verra apparaître un marché de plus en plus important pour les équipements permettant de réduire le niveau de pollution de l'industrie. À court terme, le marché de l'équipement destiné à recycler l'eau dans les usines est probablement le plus porteur dans le secteur privé parce que les prix de l'eau à utilisation industrielle augmentent rapidement.

### PROGRAMMES ENVIRONNEMENTAUX PUBLICS

Quatre grands programmes publics constituent l'armature de la stratégie environnementale du Mexique.

**LE PROGRAMME NATIONAL POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1990-1994)** définit une stratégie nationale pour le contrôle de l'environnement et attribue les responsabilités des mesures à prendre entre les diverses institutions publiques. Ce programme comprend l'élimination des activités hautement polluantes, la conservation de l'eau et la remise en état des zones endommagées, ainsi que la création de parcs nationaux et d'installations de gestion des déchets solides. Toutes les dépenses environnementales du gouvernement fédéral sont gérées dans le cadre de ce programme.



**LE PLAN D'ENSEMBLE POUR LA PRÉVENTION DE LA POLLUTION DANS LA VALLÉE DE MEXICO** est consacré au contrôle des émissions polluantes dans l'air de la région de Mexico. Ce plan est essentiellement destiné à réduire les émissions des véhicules moteurs et des 220 industries les plus polluantes. Il est coordonné par une commission composée de représentants des ministères du gouvernement et des grandes entreprises étatisées. Le budget total du plan est de 2,5 milliards de dollars US.

**LE PLAN ENVIRONNEMENTAL INTÉGRÉ POUR LA ZONE FRONTALIÈRE ENTRE LE MEXIQUE ET LES ÉTATS-UNIS** est une initiative conjointe des gouvernements mexicain et américain. Il se concentre sur une bande de 100 kilomètres de chaque côté de la frontière. La première phase de ce programme de 10 ans se terminera en 1994 et se concentrera sur une application plus stricte de la réglementation et sur l'amélioration de la gestion de l'air, de l'eau et des déchets solides à Tijuana, Nogales et Nuevo Laredo. SEDESOL s'est engagé à consacrer 460 millions de dollars US à la première phase, dont 220 pour les systèmes d'égouts et les usines de traitement des eaux.

**LE PROGRAMME NATIONAL POUR L'EAU POTABLE ET LES ÉGOUTS** est géré par la Commission nationale des eaux. L'objectif du programme est d'accroître le traitement des eaux usées, de recycler davantage et d'améliorer la désinfection de l'eau potable. Le budget du programme est de 1,2 milliard de dollars US, dont 700 millions de dollars sont affectés aux villes de Mexico, Monterrey et Guadalajara.

## **ACHETEURS GOUVERNEMENTAUX D'ÉQUIPEMENT ET DE SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**

Même si les efforts environnementaux du gouvernement mexicain sont, pour l'essentiel, coordonnés à travers les grands programmes nationaux et régionaux, les achats d'équipement et de services relèvent de ministères, d'organismes et d'entreprises publiques individuelles du gouvernement. Les principales agences responsables pour les achats environnementaux sont les suivantes :

**Le SECRETARÍA DE DESARROLLO SOCIAL (SEDESOL)** est le Secrétariat mexicain au développement social. Il a la responsabilité d'ensemble de l'environnement, y compris de la réglementation et de son application, pour le développement urbain, l'infrastructure et le logement et les communautés autochtones. SEDESOL a été créé en 1992 par la fusion de deux organismes fédéraux distincts qui étaient autrefois responsables de l'environnement et du développement des programmes sociaux. Le budget de SEDESOL en 1992 était de 627 millions de dollars US.

**Le SECRETARÍA DE AGRICULTURA Y RECURSOS HIDRÁULICOS (SARH)** est le secrétariat de l'Agriculture et des Ressources hydrauliques. Tout ce qui se rattache à l'eau dans le domaine de la juridiction fédérale est de sa responsabilité. Cela englobe la Commission nationale des eaux qui gère les ressources en eau et construit des installations ainsi que l'Institut mexicain de la technologie de l'eau qui élabore et transfère la technologie en matière d'eau.



Le PETRÓLEOS MEXICANOS (PEMEX) est le monopole pétrolier parapublic du Mexique. Il est responsable de tout ce qui concerne l'exploration, la production et la commercialisation du pétrole brut et le raffinage des produits pétroliers. C'est la plus importante entreprise mexicaine, avec plus de 136 000 employés. PEMEX a été soumis à de plus en plus de pressions pour accroître sa performance environnementale et a instauré un service interne d'environnement composé de plus de 200 personnes.

La COMISIÓN FEDERAL DE ELECTRICIDAD (CFE) est la société parapublique à qui il incombe de fournir l'électricité à l'ensemble du Mexique. Elle a une capacité de production de 33 000 megawatts, dont les deux tiers sont générés à partir de centrales thermiques utilisant du mazout à haute teneur en anhydride sulfureux. Elle a aussi une centrale nucléaire qui fournit 2,5 pour cent de l'énergie du pays. Le reste de l'énergie provient de l'hydroélectricité et de la géothermie. CFE a créé une division de l'environnement en 1992 qui disposait d'un budget initial de 5 millions de dollars US et de 35 personnes. CFE est soumise à des pressions de plus en plus fortes pour réduire ses émissions polluantes, en particulier dans la zone frontalière du nord et dans la vallée de Mexico.

La NACIONAL FINANCIERA (NAFINSA) est la banque de développement appartenant au gouvernement du Mexique. Elle fournit des garanties d'emprunt pour les projets de protection de l'environnement et assure le financement par actions des entreprises environnementales.

Le DEPARTAMENTO DEL DISTRITO FEDERAL (DDF) est le ministère du District fédéral responsable de la région de Mexico qui comprend 16 municipalités. Le DDF est l'équivalent d'un état et exerce énormément d'influence sur le *Plan d'ensemble pour la prévention de la pollution dans la vallée de Mexico*, le plus important programme environnemental du pays.

## ÉLÉMENTS DÉTERMINANT LES DÉPENSES ENVIRONNEMENTALES

Le gros des dépenses environnementales au Mexique est fait par les ministères et les organismes du gouvernement fédéral, les sociétés parapubliques, le District fédéral et les gouvernements des états. Ces institutions ont été soumises à des pressions de plus en plus fortes de la part du public pour accorder à la protection de l'environnement une priorité plus élevée dans leurs plans de dépenses. Plusieurs éléments, pris ensemble, amèneront une augmentation rapide du secteur environnemental au Mexique dans un avenir proche.

**LA LÉGISLATION.** *La Loi générale sur l'équilibre écologique et la protection de l'environnement* de 1988 est la clé de voûte du cadre législatif environnemental du Mexique. SEDESOL, le ministère du gouvernement responsable de l'environnement, ébauche des normes et élabore la réglementation en vertu de cette loi. Cela a déjà créé un marché pour les services d'expertise-conseil et, au fur et à mesure que la nouvelle réglementation sera appliquée, la demande pour les produits environnementaux augmentera également.

**L'ENVIRONNEMENT.** L'environnement du Mexique s'est détérioré à un point où la qualité de vie et la santé du public sont menacées. Les niveaux accrus de pollution menacent également de ralentir la croissance économique.



**LA DÉMOGRAPHIE.** L'urbanisation rapide, en particulier dans les villes de Monterrey, Tijuana, Ciudad Juarez et Mexico a augmenté de façon très importante les densités de population, faisant augmenter la demande en eau potable, en traitement des eaux usées et en systèmes de gestion des déchets solides. Cette demande dépasse de beaucoup la capacité actuelle disponible.

**L'ÉCONOMIE.** Le gouvernement mexicain a transformé son économie grâce à un programme agressif de privatisation et de libéralisation des échanges. Cela a créé un afflux d'investissements étrangers. Une grande partie de ces investissements a été consacrée à de nouvelles usines qui nécessitent l'approbation du gouvernement. C'est pour cette raison que celles-ci ont tendance à mettre en place des technologies plus propres que celles utilisées par la plupart des producteurs déjà implantés au Mexique.

**L'ALÉNA.** Les gouvernements canadien et américain ont exercé des pressions politiques sur le gouvernement mexicain quand il est devenu évident que la dégradation de l'environnement mexicain menaçait la ratification de l'ALÉNA par les deux voisins du nord. Si celui-ci est ratifié, l'"accord parallèle" sur l'environnement conduira à une législation environnementale plus stricte et à une application plus rigoureuse de celle-ci au Mexique.

## PROFIL DE CLIENT : SEDESOL

Le *Secretaría de Desarrollo Social* (SEDESOL) est le Secrétariat mexicain au développement social. Il a été créé en 1992 pour intégrer la réglementation environnementale au cadre plus vaste des activités de développement social sous la responsabilité d'un ministère fédéral. En plus de la réglementation environnementale et de l'application de celle-ci, il incombe aussi à SEDESOL de s'occuper du développement, de l'infrastructure et du logement urbain ainsi que des communautés autochtones. Le budget de SEDESOL, en 1992, était de 627 millions de dollars US dont 78 millions étaient consacrés à l'environnement, une augmentation marquée par rapport aux années antérieures. SEDESOL est un client direct pour l'équipement et les services environnementaux ainsi qu'un leader de premier plan pour la réduction de la pollution, tant dans les organismes publics que dans les sociétés privées.

Le mandat environnemental de SEDESOL est assumé par deux de ses directions générales :

- L'*Instituto Nacional de Ecología* (Institut national d'écologie) qui s'occupe de toutes les fonctions techniques, y compris les évaluations de risques et la formulation de la réglementation.
- La *Procuraduría Federal de Protección al Ambiente* est le Bureau du Procureur fédéral pour la protection de l'environnement qui est responsable du respect et de la conformité aux lois sur l'environnement.

Ces directions générales ont des pouvoirs de décision autonomes mais relèvent de SEDESOL pour leur financement.





## **INSTITUTO NACIONAL DE ECOLOGÍA (INE)**

L'INE est situé dans la ville de Mexico et a un personnel de 500 employés. Son mandat regroupe trois grandes fonctions qui sont la formulation des nouvelles normes et de la réglementation, les analyses d'impact et de risques en matière d'environnement et l'attribution de permis pour les usines industrielles.

LES NORMES ET LA RÉGLEMENTATION doivent respecter le cadre fixé par la *Loi sur les normes et la métrologie (Ley de Normas y Metrología)*. Ces normes, connues sous l'appellation de *normas* sont formulées par les comités du gouvernement dans tous les secteurs, avec la participation de l'industrie, des universités et des instituts de recherche. Quatre-vingt-trois *Normas Técnicas Ecológicas* (NTE) ont été rédigés en 1992. En 1993, ces NTE ont fait l'objet d'examens et 84 nouvelles normes ont été formulées. On prévoit que 71 autres seront rendues publiques en 1994. Une partie importante de ce travail de développement a été sous-traitée à des sociétés canadiennes, avec un financement fourni dans le cadre du Plan vert du gouvernement canadien.

LA RÉGLEMENTATION DANS LE DOMAINE DES ÉVALUATIONS D'IMPACT ET DES ÉVALUATIONS DE RISQUES ENVIRONNEMENTAUX impose aux nouvelles activités industrielles de soumettre une évaluation d'impact environnemental (EIA) avant d'entamer la construction. Les activités non polluantes qui soumettent une déclaration à cet effet sont exemptes de cette évaluation. Si on estime que cette activité est hautement dangereuse, il faut alors procéder à une évaluation additionnelle de risques. Au total, 1 378 EIA ont été soumises en 1992, une augmentation très importante par rapport aux 212 de 1989.

LES PERMIS pour les émissions d'air, les effluents divers et la manutention des déchets toxiques sont émis par l'INE pour une gamme d'industries particulières, y compris celles du secteur pétrolier, de la chimie, de l'acier, du papier, du sucre, des boissons, du ciment, de l'automobile et des mines. Les projets fédéraux de travaux publics, les constructions de grandes routes, les projets touristiques fédéraux et toutes les industries de la zone frontalière entre le Mexique et les États-Unis doivent également obtenir des permis.

## **PROCURADURÍA FEDERAL DE PROTECCIÓN AL AMBIENTE**

Le Bureau du Procureur fédéral pour la protection de l'environnement est un organisme d'application de la loi et de la réglementation sur l'environnement au Mexique. Son mandat est de contrôler le respect de la législation et des normes concernant l'air, les déchets et le bruit. L'eau ne relève pas de son mandat mais bien de la juridiction du ministère de l'Agriculture et des Ressources hydrauliques (SARH). Le Bureau du Procureur mène des enquêtes, procède à des inspections et des vérifications environnementales. Ces inspecteurs peuvent imposer des sanctions allant d'amendes ou de fermetures d'usines à des garanties de bonne exécution. Le Bureau emploie 500 personnes dans la ville de Mexico et 450 dans la zone frontalière mais a également des employés dans chaque état.

Ce bureau du Procureur fédéral a été créé en 1992 et c'est à lui que revient l'augmentation très importante du nombre des inspections. En 1992, plus de 4 500 inspections ont été faites et ce chiffre a grimpé à près de 7 000 pendant les trois premiers mois de 1993. Il est à l'origine de l'augmentation de la demande de produits et de services environnementaux par le secteur privé.

Le Bureau du Procureur fédéral dispose d'un autre mécanisme qui est celui des vérifications environnementales. Jusqu'à maintenant, ces vérifications ont été financées par SEDESOL et réalisées par des entreprises privées. Il y a actuellement 63 entreprises inscrites auprès de SEDESOL qui peuvent réaliser des vérifications environnementales. On s'efforce actuellement de rendre ces vérifications environnementales déductibles d'impôt, ce qui augmenterait de beaucoup l'activité de vérification des sociétés privées.



## PROFIL DE CLIENT : SECRETARÍA DE AGRICULTURA Y RECURSOS HIDRÁULICOS (SARH)

Le SARH est le ministère mexicain de l'Agriculture et des Ressources hydrauliques. Il a deux agences qui gèrent les ressources en eau : la *Comisión Nacional del Agua* (Commission nationale des eaux) et l'*Instituto Mexicano de Tecnología del Agua* (Institut mexicain de la technologie des eaux).

### COMISIÓN NACIONAL DEL AGUA (CNA)

La CNA a été créée en 1989 et a le mandat de réglementer l'eau potable, les eaux usées et les eaux industrielles pour l'ensemble du pays ainsi que de construire et d'exploiter les systèmes d'aqueduc et d'égouts dans la vallée de Mexico, la région de Cutzamala, Guerrero et Veracruz. Elle émet des permis pour tout ce qui concerne les ressources en eau et les effluents d'eaux usées dans tous les bassins fluviaux. Le budget de la CNA, en 1993, est de 1,1 milliard de dollars US. La Commission dispose de 800 employés, dont 400 dans la ville de Mexico.

La CNA fournit également une aide technique aux états et aux municipalités qui exploitent leurs propres systèmes d'aqueduc et d'égouts. Dans le cadre du Programme national d'eau potable et d'égouts de 1990, la Commission a fait un effort marqué pour décentraliser ses responsabilités en matière d'eau vers les *Organismos Operadores* (agences d'exploitation) des états et des municipalités. Il y a maintenant 40 villes du Mexique qui ont la responsabilité complète de leurs propres ressources en eau.

La CNA approuve et supervise les projets concernant l'eau, le financement étant assuré par BANOBRAS, une banque de développement appartenant à l'état. Les *Organismos Operadores* ont été freinés dans leurs efforts par leur manque de compétences en gestion et en techniques et par les changements fréquents de personnel à la suite des élections municipales. C'est pour ces raisons que la CNA essaie, à titre expérimental, d'accorder des licences pour l'exploitation des usines de traitement des eaux au secteur privé au moyen d'ententes permettant la construction, l'exploitation et la propriété et la construction, l'exploitation et le transfert ainsi qu'au moyen de sous-contrats.

### INSTITUTO MEXICANO DE TECNOLOGÍA DEL AGUA (IMTA)

L'IMTA est l'Institut mexicain de la technologie des eaux. Son mandat est d'élaborer et de transférer les technologies concernant l'utilisation efficace de l'eau et de fournir la formation pour la gestion des eaux. Il offre des services d'expertise-conseil et d'ingénierie. L'Institut est également responsable de la formation des employés des municipalités et des états participant au traitement des eaux. En 1993, le fonctionnement des ateliers techniques de l'IMTA pour les systèmes d'eau a été sous-traité à cinq entreprises étrangères dont un consortium de formation environnementale de l'Ontario.



## PROFIL DE CLIENT : PEMEX

PEMEX est le monopole pétrolier national appartenant au gouvernement du Mexique. Il gère l'exploration, la protection et la commercialisation de pratiquement tous les produits pétroliers bruts et raffinés du pays. C'est la plus importante entreprise du Mexique et la trente-septième au monde. Elle emploie plus de 130 000 personnes. PEMEX relève du Secrétariat à l'énergie et à l'industrie parapublique (SEMIP) qui régit le secteur pétrolier. Le ministre du SEMIP est le président du conseil d'administration de PEMEX.

En 1993, PEMEX était composé d'une société de portefeuille avec quatre filiales d'exploitation. Les filiales sont des organismes autonomes et responsables de l'exploration et de la production, du raffinage, du gaz et des produits pétrochimiques primaires et secondaires. L'*Instituto Mexicano del Petróleo* (IMP) et le *Petróleos Mexicanos Internacional* (PMI) restent en dehors de cette structure. Ce dernier organisme est responsable des exportations de pétrole brut.

Du fait de l'augmentation des pressions du public, PEMEX a accru son engagement envers la protection de l'environnement et a créé un service de l'environnement composé de 200 personnes.

La division de l'environnement de PEMEX a le mandat d'élaborer des normes et de consolider les renseignements sur l'environnement. Les diverses filiales ont chacune un service environnemental équivalent, mais plus petit. Une de leurs fonctions est de procéder à des évaluations environnementales et de s'assurer de la conformité avec la réglementation du gouvernement. Elles doivent aussi élaborer des carburants moins polluants.

Ce dernier mandat a une importance toute particulière dans le cadre du plan d'ensemble pour la prévention de la pollution dans la vallée de Mexico, parce que les carburants produits par PEMEX ont une teneur très élevée en anhydride sulfureux. Le plan a affecté plus de 1 milliard de dollars US au développement de carburant sans plomb, de carburant diesel et de mazout à faible teneur en anhydride sulfureux. Cela a amené des investissements importants en équipement pour le contrôle et la réduction de la pollution, financés surtout par le Japon grâce à des crédits d'aide liés de la EXIMBANK japonaise.

En 1992, PEMEX a présenté plus de 300 évaluations d'impact environnemental et 150 évaluations de risques à SEDESOL. La plupart d'entre elles ont été réalisées par des sociétés d'experts-conseils des États-Unis.



## **PROFIL DE CLIENT : COMISIÓN FEDERAL DE ELECTRICIDAD (CFE)**

La CFE est la Commission fédérale de l'électricité, une société d'état responsable de l'approvisionnement en électricité pour l'ensemble du Mexique. Elle relève du Secrétariat à l'énergie et aux industries parapubliques (SEMIP). La constitution lui confie tous les pouvoirs en ce qui concerne la planification, le développement et l'exploitation des systèmes de génération d'électricité. Elle emploie 85 000 personnes et avait des ventes de 3 milliards de dollars US en 1990. En 1992, elle a reçu environ 6 milliards de dollars US en subventions du gouvernement.

Sa capacité de production est de 33 000 megawatts et elle devrait plus que doubler d'ici l'an 2010. Les deux tiers de l'ensemble de l'électricité produite proviennent de centrales thermiques. La société exploite également une centrale nucléaire qui fournit 2,5 pour cent de l'électricité du Mexique. Le reste de l'électricité consommée par le pays provient de centrales hydro-électriques et géothermiques.

Le gouvernement attend de la CFE qu'elle génère des revenus conformes aux coûts. Les subventions devraient être complètement éliminées d'ici l'an 2000.

La CFE a créé une division de l'environnement en 1992. Celle-ci est composée de 35 personnes et devrait passer à 55 personnes en 1994. Cette entité réalise des évaluations d'impact environnemental, des évaluations de risques et analyse les émissions d'air, d'eau et de déchets solides. Quand son expansion sera terminée, la CFE envisage de réaliser environ 60 évaluations par année.

Comme toute autre entreprise publique travaillant dans la vallée de Mexico et dans la zone frontalière du nord, la CFE est soumise à des pressions gouvernementales pour réduire ses émissions polluantes, en particulier celles des centrales thermiques qui consomment du mazout à haute teneur en anhydride sulfureux produit par PEMEX.

## **ACHETEURS PRIVÉS D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICES ENVIRONNEMENTAUX**

La tendance au resserrement de la réglementation en matière d'environnement et l'application plus stricte de celle-ci, qui s'est manifestée au cours des dernières années, devrait se poursuivre. Les pressions exercées sur le secteur privé pour se conformer à la réglementation gouvernementale et pour élaborer de nouvelles initiatives environnementales augmenteront. Cette tendance fera apparaître de nouvelles possibilités de vente pour toutes sortes d'équipements destinés à réduire la pollution et de services techniques achetés par les sociétés privées. On enregistrera aussi une hausse de la demande du recyclage des eaux usées dans les usines étant donné l'adoption de politiques plus rigoureuses de recouvrement des coûts découlant des prix de plus en plus élevés de l'eau.



Par contre, les contraintes financières limiteront les possibilités du marché. Les politiques monétaires restrictives ont maintenu les taux d'intérêt à des niveaux élevés. La libéralisation des échanges a fait disparaître le protectionnisme dont profitaient autrefois les sociétés mexicaines, les obligeant à accorder plus d'importance à leur capacité concurrentielle. Ces contraintes financières affectent sérieusement les PME qui n'ont pas accès au financement étranger dont disposent les grands conglomérats.

Dans ces conditions, les segments de marché les plus prometteurs sont ceux composés de clients qui sont soumis à des pressions particulières des organismes de réglementation ou qui ont accès à des capitaux étrangers. On peut en donner comme exemple :

- les industries auxquelles le Bureau du Procureur fédéral accorde une grande attention, en particulier dans les domaines de l'acier, du ciment et des produits chimiques;
- toutes les industries situées dans la zone frontalière du nord;
- les 220 sociétés les plus polluantes qui ont été identifiées dans la vallée de Mexico; et
- les filiales appartenant à des intérêts étrangers.

## **NAFINSA : FINANCEMENT DE PROJETS ENVIRONNEMENTAUX PRIVÉS**

Le financement de projets environnementaux réalisés par des PME relève de la Nacional Financiera (NAFINSA), une banque de développement étatisée. Cet organisme fournit des garanties d'emprunt pour les projets environnementaux ainsi qu'un financement par actions pour les sociétés environnementales.

### **GARANTIES D'EMPRUNT**

NAFINSA fournira des garanties jusqu'à la moitié du montant d'un emprunt, à condition que l'autre moitié soit garantie par les actifs de la société ou les actifs personnels des dirigeants. Ces garanties d'emprunt sont conçues pour les sociétés qui n'ont pas accès aux prêts normaux des banques, à condition qu'elles soient constituées en société en vertu des lois mexicaines, qu'elles appartiennent ou non à des intérêts étrangers. Les fonds sont disponibles pour des évaluations environnementales et pour l'achat de matériel destiné à la protection de l'environnement. Si l'entreprise réalise des transactions en devises étrangères, le prêt peut être consenti en devises étrangères. Pour 1993, NAFINSA prévoyait des garanties totales d'environ 135 millions de dollars US.



## FOND NORD AMÉRICAIN DE CAPITAL DE RISQUE

Ce fonds, créé en septembre 1993, dispose de 30 millions de dollars US pour le financement par actions dans des sociétés environnementales. Le montant des fonds disponibles devrait atteindre 50 millions de dollars en 1994. Ce financement est accessible aux sociétés étrangères si elles importent des technologies qui ont fait leurs preuves et font la promotion des transferts de technologie. Il n'est pas possible d'investir plus de 10 pour cent de la valeur du fonds dans un projet donné. On étudiera des durées de financement jusqu'à 10 ans, même si la durée d'un investissement moyen devrait se situer entre 5 et 7 ans.

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à :

Ventana  
18881 Von Karman, Suite 350  
Irvine, CA 92715  
Téléphone : (714) 476-2204  
Télécopieur : (714) 752-0223

ou à

Ventana  
a/s Nacional Financiera  
Insurgentes Sur No. 1971  
Torres 3, Piso 13  
01020 México, D.F.  
México  
Téléphone : 325-6696/6697  
Télécopieur : 325-6009

## LE CADRE RÉGLEMENTAIRE

Le secteur mexicain de l'environnement est réglementé au niveau fédéral, des états et des municipalités. On traite dans cette étude de l'influence des divers organismes de réglementation dans la mesure où ils agissent sur la demande de produits et de services. Quant à cette section, on y présente les grandes lignes du cadre réglementaire.

Le système mexicain de réglementation environnementale prend ses fondements dans sa Constitution. Plusieurs articles de celle-ci régissent l'utilisation des ressources naturelles, la sécurité et la prévention et le contrôle de la pollution. Les responsabilités sont réparties entre les gouvernements fédéral, des états et municipaux. En règle générale, les questions environnementales relèvent du gouvernement fédéral quand elles concernent plus d'un état, touchent de grandes industries, des systèmes de rivières et d'aqueducs. Les états et les municipalités ont le plus souvent la responsabilité des systèmes d'aqueduc et d'égouts.

*La Ley de Equilibrio Ecológico y Protección al Medio Ambiente* (Loi générale sur l'équilibre écologique et la protection de l'environnement de 1988) est la clé de voûte de la politique environnementale du Mexique. Cette loi est modelée sur celle d'autres pays, dont les États-Unis, et comprend des règles conçues par l'Agence de protection de l'environnement. Elle fournit le cadre des normes environnementales et de leur application à travers tout le Mexique.

La Loi générale est complétée par divers règlements et normes techniques (*normas*). La réglementation précise les procédures exigées par la loi, alors que les normes fixent des paramètres quantitatifs.



Tous les états doivent publier leurs propres lois environnementales. Vingt-neuf états l'ont déjà fait et il s'agit d'adaptation se la loi fédérale. Les états de Tlaxcala et de Campeche n'ont pas encore promulgué ces lois environnementales.

Le *Secretaría de Desarrollo Social* (SEDESOL), un ministère du gouvernement fédéral, est responsable de la formulation des *normas* et de l'application de la Loi. Ces fonctions sont réparties entre deux agences indépendantes du Secrétariat.

L'*Instituto Nacional de Ecología* (Institut national d'écologie) formule les normes environnementales et procède à des études et des évaluations d'impact environnemental. Les nouvelles usines industrielles doivent soumettre des études d'impact environnemental et obtenir des permis de l'Institut avant d'entamer la construction.

La *Procuraduría Federal de Protección al Ambiente* (Procureur fédéral pour la protection de l'environnement) a la responsabilité des inspections et de l'application de la loi. Le Procureur peut imposer des sanctions allant des amendes, de l'annulation des permis, des fermetures d'usines, des garanties de bonne exécution à des exigences de vérifications environnementales. Le nombre d'inspections et d'évaluations de risques environnementaux a augmenté rapidement au fur et à mesure que SEDESOL a élaboré son programme réglementaire.

Le Procureur fédéral n'applique pas la réglementation qui concerne l'eau, puisque celle-ci relève de la *Comisión Nacional del Agua* (Commission nationale des eaux) qui relève elle-même du ministère de l'Agriculture et des Ressources hydrauliques. La Commission est en train de décentraliser son contrôle sur les systèmes d'aqueduc et d'égouts au niveau des états et de transférer ses pouvoirs aux municipalités ayant plus de 50 000 habitants.

## 4. ÉTUDES DE MARCHÉ

La préparation d'un plan d'affaires constitue la première étape pour pénétrer tout nouveau marché. Parmi les éléments qui permettront de réussir au Mexique, il y a l'étude de marché, une présence locale permanente et la compréhension du marché mexicain. La formation d'un consortium de sociétés canadiennes qui mettent l'accent sur les besoins particuliers du Mexique s'est également avérée un succès.

### ÉTUDES DE MARCHÉ

On peut se procurer des renseignements sur le marché mexicain auprès de toute une gamme d'organismes gouvernementaux canadiens et mexicains.

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL CANADA (AÉCIC)** peut fournir des renseignements généraux sur le marché, des études sur certaines industries et des renseignements sur les foires commerciales. L'Ambassade du Canada au Mexique et son bureau satellite de Monterrey peuvent aider à identifier des partenaires ou des agents et peuvent présenter des entreprises canadiennes à des clients éventuels. AÉCIC est également responsable des initiatives internationales dans le cadre du Plan vert d'Environnement Canada. AÉCIC a un réseau de centres du commerce international situés dans chaque province et qu'il est possible de rejoindre en composant le numéro sans frais 1-800-267-8376 pour le service InfoEx plus.



**INDUSTRIE CANADA (IC)** doit améliorer la capacité concurrentielle de l'industrie canadienne. La Direction des industries de l'environnement du ministère coordonne avec AÉCIC un certain nombre de projets comme les foires et les missions commerciales. IC a des bureaux régionaux qui travaillent directement avec des entreprises canadiennes.

**L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ACDI)** applique le programme de coopération industrielle. Celui-ci permet d'aider financièrement les entreprises du secteur privé qui s'impliquent dans les pays en développement, et cela comprend les projets environnementaux.

**LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS (SEE)** fournit des assurances, des garanties et un financement pour faciliter les exportations canadiennes. La SEE a une ligne de crédit de 500 millions de dollars avec PEMEX pour des projets dont le coût minimum est de 1 million de dollars. La SEE a des bureaux dans plusieurs grandes villes canadiennes.

**LE CONSEIL CANADIEN POUR LES AMÉRIQUES** travaille à l'expansion du commerce avec l'Amérique latine et les Antilles. (416-367-4313).

**L'AMBASSADE DU MEXIQUE** à Ottawa et ses consulats de Montréal, Toronto et Vancouver peuvent fournir des renseignements sur la façon de faire des affaires au Mexique.

**LE SECRÉTARIAT AU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET AU LOGEMENT (SEDESOL)** a un bureau à Washington, D.C. (202-728-1770). Ce bureau dispose de renseignements détaillés sur les programmes environnementaux du Mexique.

**LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES**, y compris la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, fournissent des fonds au Mexique pour une vaste gamme de projets particuliers. Ces banques peuvent fournir des détails sur les projets à venir et identifier les agences mexicaines responsables de ces projets. Ces banques réalisent également toute une gamme d'études concernant l'environnement.

## **PRÉSENCE LOCALE**

Les organismes du gouvernement et les sociétés parapubliques préfèrent acheter des services et des équipements importés en passant par des sociétés ayant une présence locale permanente au Mexique.

Une façon pratique d'avoir ce type de présence au Mexique est de former une alliance stratégique ou un partenariat avec une société mexicaine. Pour beaucoup de PME canadiennes, c'est là la seule façon efficace de pénétrer le marché mexicain. Les entreprises canadiennes peuvent apporter des compétences et faire des transferts technologiques qui s'allieront bien avec la connaissance du marché et les coûts d'exploitation relativement faibles de leurs partenaires locaux.

Les marchés mexicains sont très «régionalisés» et les entreprises canadiennes préfèrent souvent avoir des partenaires distincts dans les divers marchés. Dans le secteur de l'environnement, il est tout particulièrement utile d'avoir des partenaires à la fois dans le District fédéral (ville de Mexico) et dans la zone frontalière du nord, puisque ce sont les principales régions d'application des grands programmes environnementaux.





## 5. CONTACTS IMPORTANTS

### MINISTÈRES ET SERVICES DU GOUVERNEMENT CANADIEN AU CANADA

#### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (AÉCIC) est le ministère fédéral du gouvernement canadien qui a le plus de responsabilités dans le domaine du développement et des échanges commerciaux. Le centre **InfoEx plus** est la première porte à laquelle on frappe quand on cherche des conseils pour exporter. Il fournit des renseignements sur les programmes et les services concernant les exportations, aide à trouver rapidement des réponses aux problèmes d'exportations. C'est l'endroit où s'adresser pour accéder au réseau de renseignements commerciaux d'AÉCIC. Le centre peut transmettre aux sociétés que cela intéresse des copies de publications spécialisées sur les exportations.

##### InfoEx Centre

Tél.: 1-800-267-8376 ou (613) 944-4000  
Télécopieur : (613) 996-9709

Sa Direction du commerce pour l'Amérique latine et les Antilles s'occupe de la promotion des échanges commerciaux avec le Mexique. Il y a un Délégué commercial à l'Ambassade du Canada à Mexico et un autre à Monterrey. Les délégués commerciaux peuvent fournir toute une gamme de services comme présenter les sociétés canadiennes à d'éventuels clients au Mexique, fournir des conseils sur les canaux de commercialisation, aider ceux qui souhaitent participer à des foires commerciales, contribuer à trouver des sociétés mexicaines qui conviennent comme agent et compiler des renseignements de crédits et d'affaires sur les éventuels clients étrangers.

##### Direction du commerce dans l'Amérique latine et les Antilles (LGT)

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
Édifice Lester B. Pearson  
125, promenade Sussex  
Ottawa (Ont.) K1A 0G2  
Téléphone : (613) 996-6547  
Télécopieur : (613) 943-8806

#### CENTRES DE COMMERCE INTERNATIONAL

Les Centres de commerce international ont été créés à travers le pays afin d'être la première porte à laquelle les sociétés canadiennes qui veulent exporter doivent s'adresser. Partageant les locaux régionaux d'Industrie Canada (IC), les centres relèvent de AÉCIC. Ils aident les entreprises à déterminer si elles sont ou non prêtes à exporter, ils les aident dans leurs travaux de recherche et de planification des marchés, leur fournit l'accès aux programmes gouvernementaux conçus pour promouvoir les exportations et leur obtient l'aide de la Direction du développement du commerce à Ottawa et des conseillers commerciaux à l'étranger. Adressez-vous au Centre de commerce international le plus proche:

**Colombie-Britannique** Scotia Tower  
900-650, rue West Georgia  
C.P. 11610  
Vancouver (C.-B.) V6B 5H8  
Téléphone : (604) 666-8330  
Télécopieur : (604) 666-0617

**Yukon** Pièce 210  
300, rue Main  
Whitchose, (Yukon) Y1A 2B5  
Téléphone : (403) 667-3921  
Télécopieur : (403) 668-5003

**Alberta** Canada Place  
Suite 540  
9700, avenue Jasper  
Edmonton (Alb.) T5J 4C3  
Téléphone : (403) 495-4782  
Télécopieur : (403) 495-4507

11<sup>ème</sup> étage  
510, 5<sup>e</sup> rue Sud-ouest  
Calgary (Alb.) T5P 3S2  
Téléphone : (403) 292-6660  
Télécopieur : (403) 292-4578

**Territoires du Nord-Ouest** Édifice Precambrian  
10<sup>e</sup> étage  
C.P. 6100  
Yellowknife (T.N.O.) X1A 2R3  
Téléphone : (403) 920-8578  
Télécopieur : (403) 873-6228

\*Ministère connu sous le nom d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada. (AECCEC) jusqu'au 4 novembre 1993.



Saskatchewan	Suite 401 119-4 <sup>ème</sup> avenue sud Saskatoon (Sask.) S7K 5X2 Téléphone : (306) 975-4400 Télocopieur : (306) 975-5334  4 <sup>ème</sup> étage 1955, rue Smith Regina (Sask.) S4P 2N8 Téléphone : (306) 780-7520 Télocopieur : (306) 780-6679
Manitoba	7 <sup>ème</sup> étage 330, avenue Portage C.P. 981 Winnipeg (Man.) R3C 2V2 Téléphone : (204) 983-8036 Télocopieur : (204) 983-2187
Ontario	Édifice Dominion Public 4 <sup>ème</sup> étage 1, rue Front ouest Toronto (Ont.) M5J 1A4 Téléphone : (416) 973-5053 Télocopieur : (416) 973-8714
Québec	Tour de la Bourse Suite 3800 800, Square Victoria C.P. 247 Montréal (Qc) H4Z 1E8 Téléphone : (514) 283-8185 Télocopieur : (514) 283-8794
Nouveau-Brunswick	Place Assumption 770, rue Main C.P. 1210 Moncton (N.-B.) E1C 8P9 Téléphone : (506) 857-6452 Télocopieur : (506) 851-6429
Île-du-Prince-Édouard	Confederation Court Mall Suite 400 134, rue Kent C.P. 1115 Charlottetown (Î.-P.-É.) C1A 7M8 Téléphone : (902) 566-7400 Télocopieur : (902) 566-7450
Nouvelle-Écosse	Tour Central Guarantee Trust 5 <sup>ème</sup> étage 1801, rue Hollis C.P. 940, Station M Halifax (N.-É.) B3J 2V9 Téléphone : (902) 426-7540 Télocopieur : (902) 426-2624
Terre-Neuve	Place Atlantic Suite 504 215, rue Water C.P. 8950 St. John's (T.-N.) A1B 3R9 Téléphone : (709) 772-5511 Télocopieur : (709) 772-5093

## RÉSEAU MONDIAL D'INFORMATION SUR LES EXPORTATIONS

Le réseau mondial d'information sur les exportations (Exportations WIN) est un système informatisé conçu par AÉCIC pour aider les agents de développement du commerce du Canada en poste à l'étranger à faire correspondre les besoins qu'ils constatent à l'étranger aux capacités des sociétés canadiennes. Ce système fournit à l'utilisateur des renseignements sur les capacités, l'expérience et l'intérêt de plus de 30 000 exportateurs canadiens. Pour s'inscrire sur Exportations WIN, appelez (613) 996-5701.

## PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS D'EXPORTATIONS (PDME)

Ce programme s'efforce d'augmenter les ventes à l'exportation en participant aux coûts des activités lancées par l'industrie et destinées aux marchés d'exportations. Le PDME est géré par les bureaux régionaux de IC et financé par AÉCIC. Les activités admissibles à l'aide financière du PDME (jusqu'à 50 p. 100 des coûts) sont, entre autres:

- la participation à des foires commerciales étrangères reconnues en dehors du Canada;
- des voyages pour identifier des marchés d'exportations et les visites d'acheteurs étrangers au Canada;
- la préparation d'appels d'offres ou de propositions de projets à l'étape précontractuelle pour des projets à réaliser en dehors du Canada;
- l'ouverture de bureaux permanents de vente à l'étranger afin d'appuyer des efforts de commercialisation soutenus;
- des activités spéciales pour les organisations des secteurs alimentaire, agricole et de la pêche qui sont sans but lucratif et ne font pas de vente, les offices de commercialisation et des organisations comme, par exemple, les foires commerciales, les essais techniques et les démonstrations de produits; et
- les nouveaux coûts admissibles englobent notamment: la mise à l'essai des produits aux fins de certification; les frais juridiques liés aux ententes de commercialisation à l'étranger; le transport du personnel en formation à l'étranger; la démonstration des produits et autres coûts nécessaires à la mise en oeuvre du plan de commercialisation.

Le programme fournit également une aide pour certains types d'activités planifiées par les gouvernements comme les missions commerciales à l'étranger de représentants d'entreprises canadiennes et les missions d'acheteurs de représentants gouvernementaux étrangers en visite au Canada qui peuvent influencer les ventes à l'exportation. Pour information, appelez au (613) 954-2858.



## FINANCEMENT INTERNATIONAL

AÉCIC vient en aide aux exportateurs canadiens qui s'efforcent d'instaurer des relations commerciales multilatérales financées par les institutions de financement internationales (IFI). Les exportateurs canadiens et les associations commerciales peuvent alors avoir accès à des données sur les marchés, parvenir à une meilleure compréhension de la concurrence et déterminer s'il est possible pour eux d'avoir recours à des possibilités de marchés financées par une IFI et si cela est rentable. AÉCIC peut fournir également des renseignements et des conseils sur les programmes d'aide financés par le gouvernement canadien et aider les sociétés à élaborer des stratégies efficaces d'exportations. Pour de plus amples informations, s'adresser à :

Direction du financement des exportations et des projets d'équipement  
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
Téléphone : (613) 995-7251  
Télécopieur : (613) 943-1100

## PROGRAMME D'APPORTS TECHNOLOGIQUES

Géré par AÉCIC et pris en charge localement par le Conseil national de recherches, ce programme est conçu pour aider les entreprises canadiennes à localiser, acquérir et adopter les technologies étrangères en faisant la promotion de la collaboration internationale. IC contribue également à la promotion de ce programme. Les agents de celui-ci répondent aux demandes visant à identifier l'origine et les possibilités de technologie pour instaurer la coopération entre des entreprises canadiennes et étrangères. Ce programme viendra également en aide aux sociétés canadiennes qui procèdent à des visites exploratoires à l'étranger afin d'identifier les technologies étrangères qui les intéressent et de négocier leur acquisition. Pour de plus amples informations, téléphonez au (613) 993-3996.

## PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Ce programme aide les entreprises canadiennes à trouver les fonds dont elles ont besoin. Il favorise la promotion des investissements qui prennent la forme de nouvelles usines et de matériel, de co-entreprises ou de partenariats stratégiques. Il cherche surtout à attirer des investissements qui font venir de nouvelles technologies au Canada, un élément clé de la création de nouveaux emplois et de possibilités de développement économique. Les agents d'investissements peuvent s'adresser à des investisseurs étrangers et leur faire rencontrer les sociétés canadiennes. Pour de plus amples informations, téléphonez au (613) 993-5546.

## INDUSTRIE CANADA

Industrie Canada (IC) s'est vu confié à sa création un vaste mandat pour améliorer la capacité concurrentielle de l'industrie canadienne. En ce qui concerne les petites entreprises, il s'est vu confier des responsabilités particulières:

- développer, mettre en oeuvre et promouvoir des politiques nationales mettant l'accent sur la capacité concurrentielle internationale de l'industrie, l'amélioration du développement industriel, scientifique et technologique et l'amélioration de la productivité et de l'efficacité de l'industrie;
- promouvoir la mobilité des biens, des services et des facteurs de production au Canada;
- développer et mettre en oeuvre des politiques nationales mettant l'accent sur l'entrepreneuriat ainsi que le lancement, la croissance et l'exportation des petites entreprises;
- élaborer et mettre en oeuvre des politiques et des programmes nationaux concernant les avantages industriels découlant des politiques d'achats de biens et de services par le gouvernement du Canada;
- promouvoir et fournir des services de soutien à la commercialisation des biens, des services et de la technologie canadienne; et
- promouvoir les investissements en industrie, sciences et technologie canadiennes.

## BUREAUX RÉGIONAUX D'IC

Les bureaux régionaux travaillent directement avec les sociétés canadiennes afin de promouvoir le développement industriel, scientifique et technologique. Ils aident leurs clients à tirer parti des possibilités sur un marché international concurrentiel en leur fournissant des services dans le domaine des renseignements d'affaires, du développement technologique et industriel ainsi que du développement commercial et des marchés. Ils assurent également la promotion et la gestion de tout un ensemble de programmes et de services.

Les bureaux régionaux d'IC ont des compétences particulières dans les domaines suivants :

- l'accès aux renseignements et à l'expertise sur le commerce et la technologie;
- l'accès à des réseaux nationaux et internationaux;
- une base de connaissances du secteur industriel;
- partage des locaux avec les Centres de commerce international en liaison avec AÉCIC et les représentations commerciales canadiennes à l'étranger;
- intéresser leurs clients aux nouvelles compagnies et aux compagnies seuil;
- renseignements d'affaires d'IC.



## **RÉSEAUX D'APPROVISIONNEMENT ET DE DÉBOUCHÉS D'AFFAIRES (RADAR)**

RADAR est une base de données informatisée qui contient des données sur 26 000 sociétés canadiennes. On y trouve des renseignements de base sur les produits, les services et les activités qui sont utiles aux clients éventuels. Le système a été créé en 1980 par IC, conjointement avec les gouvernements provinciaux participants. RADAR devait au début permettre aux délégués commerciaux d'AÉCIC à travers le monde de trouver des sociétés canadiennes capables de tirer parti des possibilités des marchés étrangers. Aujourd'hui, plus de 11 000 abonnés canadiens et internationaux utilisent le système, non seulement pour trouver des fournisseurs canadiens mais également pour se procurer des renseignements sur les marchés et sur leurs possibilités. La majorité des abonnés sont des sociétés canadiennes. Téléphone : (613) 954-5031.

## **SERVICE D'INFORMATION COMMERCIALE**

Ce service fournit aux entreprises canadiennes des renseignements détaillés sur les marchés par produits. Il aide les entreprises à tirer parti des possibilités locales, d'exportation, de transfert de technologie et de nouveaux investissements dans le domaine de la fabrication. Ces sociétés canadiennes utilisent ces renseignements pour prendre leurs décisions en ce qui concerne la fabrication, le développement de produits, la commercialisation et l'élargissement des marchés. Les renseignements fournis portent sur les valeurs, le volume et les prix unitaires des importations, les caractéristiques d'importation particulières (par exemple matériaux, catégories, gamme de prix, etc), les noms des importateurs, les principaux pays d'exportation, l'identification des exportateurs étrangers au Canada, la production canadienne, les exportations canadiennes et les importations américaines. Les deux tiers des clients de ce service sont de petites entreprises. Téléphone : (613) 954-4970.

## **AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONALE**

Une source importante de financement éventuelle des entreprises canadiennes au Mexique est le fonds spécial disponible par le canal de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) dans le cadre du Programme de coopération industrielle connu sous le nom de INC. INC appuie le développement des liens avec le secteur privé au Mexique. Il encourage les sociétés canadiennes qui échangent leurs compétences et leurs expériences avec des partenaires mexicains et d'autres pays. Toute une série de mécanismes d'INC aident les entreprises à mettre en place des accords de collaboration mutuellement avantageux pour des transferts de technologie et des créations d'emplois au Mexique. Cinq mécanismes d'INC aident les entreprises canadiennes admissibles à réaliser des études et à fournir des conseils professionnels aux clients éventuels. Quand un projet concerne l'amélioration de l'environnement, des transferts de technologie, l'aide au développement pour les femmes,

la formation ou la création d'emplois, il est fortement recommandé de s'adresser dès le début du projet à l'ACDI. Un critère important pour l'ACDI est que le projet crée des emplois au Mexique sans menacer d'autres emplois au Canada. En vérité, la plupart des projets qui ont reçu l'aide de l'ACDI ont entraîné des augmentations nettes d'emplois au Canada.

Direction de la coopération industrielle  
Agence canadienne de développement international  
200, promenade du Portage  
Hull (Qc) K1A 0G4  
Téléphone : (819) 997-7905/7906  
Télécopieur : (819) 953-5024

## **AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE**

Les entreprises du Canada atlantique qui veulent développer leurs exportations au Mexique peuvent être admissibles à recevoir une aide de l'agence. Celle-ci travaille conjointement avec des entrepreneurs de la région atlantique dans le but de promouvoir une activité économique autosuffisante dans cette partie du pays.

Le Programme Action vient en aide aux entreprises qui veulent développer leurs marchés en élaborant des plans de commercialisation. Les efforts de l'agence portent sur le suivi des possibilités commerciales découlant de l'évolution économique globale, de ses efforts de communication pour promouvoir la région, des missions commerciales et des activités connexes ainsi que d'une meilleure coordination avec les organismes fédéraux et provinciaux qui ont un rôle à jouer dans les domaines des possibilités commerciales et des investissements.

### **Administration centrale de l'APECA**

Centre Blue Cross  
644, rue Main  
C.P. 6051  
Moncton (N.-B.) E1C 9J8  
Numéro sans frais : 1-800-561-7862  
Télécopieur : (506) 851-7403

### **Terre-Neuve et Labrador**

Suite 801, Atlantic Place  
215, rue Water  
C.P. 1060, Station C  
St. John's (T.-N.) A1C 5M5  
Téléphone : (709) 772-2751  
Numéro sans frais : 1-800-563-5766  
Télécopieur : (709) 772-2712

### **Nouvelle-Écosse**

Suite 600  
1801, rue Hollis  
C.P. 2284, Station M  
Halifax (N.-É.) B3J 3M5  
Téléphone : (902) 426-8361  
Numéro sans frais : 1-800-565-1228  
Télécopieur : (902) 426-2054



Île-du-Prince-Édouard 75, rue Fitzroy  
3<sup>ème</sup> étage  
Charlottetown (Î.-P.-É.) C1A 1R6  
Téléphone : (902) 566-7492  
Numéro sans frais : 1-800-565-0228  
Télécopieur : (902) 566-7098

Nouveau-Brunswick 570, rue Queen  
C.P. 578  
Fredericton (N.-B.) E3B 5A6  
Téléphone : (506) 452-3184  
Numéro sans frais : 1-800-561-4030  
Télécopieur : (506) 452-3285

## Alberta

Canada Place  
9700, avenue Jasper  
Suite 1500  
Edmonton (Alt.) T5J 4H7  
Téléphone : (403) 495-4164  
Télécopieur : (403) 495-7725

Numéro sans frais pour Calgary :  
(403) 292-5382

## Colombie-Britannique

Bentall Tour 4  
1200-1055, rue Dunsmuir  
C.P. 49276  
Vancouver (C.-B.) V7X 1L3  
Téléphone : (604) 666-6256  
Télécopieur : (604) 666-2353

Numéro sans frais pour la  
Colombie-Britannique :  
1-800-663-2008

## PROGRAMME DE DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST

Les sociétés de l'Ouest canadien qui s'intéressent au Mexique peuvent obtenir une aide du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest (PDEO). Cet organisme fournit une aide financière aux projets qui contribuent à la diversification de l'économie de l'Ouest. Il sert de guide orienteur pour permettre aux entreprises de l'Ouest d'avoir connaissance et de recevoir des organismes fédéraux ou autres le financement qui convient le mieux à leurs projets. Ce programme défend la cause de l'Ouest dans les décisions de nature économique à l'échelle nationale et prend soin de la coordination des activités fédérales qui ont des conséquences sur la croissance de l'économie dans l'Ouest. Il joue également un rôle dans la promotion du commerce entre l'Ouest du Canada et les marchés à travers le monde. On peut adresser toute demande sur le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest et les autres activités du ministère à l'un des bureaux régionaux suivants:

Manitoba The Cargill Building  
240, avenue Graham  
C.P. 777  
Suite 712  
Winnipeg (Man.) R3C 2L4  
Téléphone : (204) 983-4472  
Télécopieur : (209) 983-4694

Saskatchewan S.J. Cohen Building  
119-4<sup>e</sup> avenue Sud  
C.P. 2025  
Suite 601  
Saskatoon (Sask.) S7K 5X2  
Téléphone : (306) 975-4373  
Télécopieur : (306) 975-5484  
Numéro sans frais pour Regina :  
(306) 780-6725

## SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

La SEE est un organisme unique qui aide les entreprises canadiennes à faire concurrence à l'échelle internationale. Elle facilite les exportations et les investissements à l'étranger en offrant des services de gestion du risque, y compris des assurances et du financement aux entreprises canadiennes et à leurs clients de par le monde.

*Les programmes de la SEE entrent dans quatre grandes catégories :*

- des assurances sur le crédit à l'exportation, couvrant les crédits à moyen et à long terme;
- des assurances et des garanties de bonne fin protégeant les exportateurs et les institutions financières en cas d'exécution des divers instruments de garantie de bonne fin émis généralement par des banques ou d'autres établissements de sécurité;
- des assurances sur les investissements à l'étranger couvrant entre autres les risques politiques auxquels les nouveaux investissements canadiens à l'étranger sont exposés; et
- le financement à moyen et à long terme des exportations pour les acheteurs étrangers de produits et de services canadiens.

Pour de plus amples information sur la gamme complète des services de la SEE, s'adresser à l'un des bureaux suivants :

Ottawa 151, rue O'Connor  
(Administration central) Ottawa (Ont.) K1A 1K3  
Téléphone : (613) 598-2500  
Télécopieur : (613) 237-2690

Service d'information : Téléphone : (613) 598-2739



<b>Vancouver</b>	Suite 1030 Centre One Bentall 505, rue Burrard Vancouver (C.-B.) V7X 1M5 Téléphone : (604) 666-6234 Télécopieur : (604) 666-7550
<b>Calgary</b>	Suite 1030 510-5 <sup>ème</sup> rue Sud-ouest Calgary (Alb.) T2P 3S2 Téléphone : (403) 292-6898 Télécopieur : (403) 292-6902
<b>Winnipeg</b>	8 <sup>ème</sup> étage 330, avenue Portage Winnipeg (Man.) R3C 0C4 Téléphone : (204) 983-5114 Télécopieur : (204) 983-2187 (service à Manitoba et Saskatchewan)
<b>Toronto</b>	Suite 810 Édifice de la Banque nationale 150, rue York C.P. 810 Toronto (Ont.) M5H 3S5 Téléphone : (416) 973-6211 Télécopieur : (416) 862-1267
<b>London</b>	Suite 1512 Centre Talbot 148, rue Fullarton London (Ont.) N6A 5P3 Téléphone : (519) 645-5828 Télécopieur : (519) 645-5580
<b>Montréal</b>	Suite 4520 800, Square Victoria C.P. 124 Tour de la Bourse Montréal (Qc) H4Z 1C3 Téléphone : (514) 283-3013 Télécopieur : (514) 878-9891
<b>Halifax</b>	Purdy's Wharf, Tour 2 Suite 1410 1969, rue Upper Water Halifax (N.-É.) B3J 3R7 Téléphone : (902) 429-0426 Télécopieur : (902) 423-0881

## **CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES: PROGRAMME D'AIDE À LA RECHERCHE INDUSTRIELLE**

Les sociétés canadiennes qui souhaitent réussir sur le marché mexicain peuvent avoir besoin de technologies additionnelles pour améliorer leurs capacités concurrentielles. Le Conseil national de recherches du Canada travaille avec les sociétés canadiennes de toutes tailles pour élaborer et mettre en oeuvre des technologies leur conférant des avantages économiques. Le conseil supervise le Programme d'aide à la recherche industrielle (PARI), un réseau national pour la diffusion et le transfert de technologies.

Le réseau PARI contribue au processus de développement, d'accession, d'acquisition, de mise en oeuvre et d'utilisation de la technologie dans toute l'industrie canadienne. Ce réseau existe depuis 40 ans et a acquis la réputation d'être un des programmes les plus souples et les plus efficaces du gouvernement fédéral. PARI tire parti d'un vaste réseau regroupant plus de 120 bureaux locaux et régionaux, 20 centres provinciaux de technologie, des laboratoires du Conseil de recherches même et des instituts de recherche, les ministères du gouvernement fédéral et les agences de transfert technologique dans les universités canadiennes. Le réseau du PARI englobe également à l'étranger les conseillers techniques attachés aux services commerciaux canadiens à l'étranger dans environ 18 pays. Pour de plus amples renseignements ou le nom de l'agent du PARI la plus proche, adressez-vous à:

Bureau du PARI  
Conseil national de recherches du Canada  
Chemin de Montréal  
Bâtiment M-55  
Ottawa (Ont.) K1A 0R6  
Téléphone : (613) 993-5326  
Télécopieur : (613) 952-1086



## CONTACTS IMPORTANTS

### ASSOCIATIONS D'AFFAIRES

Le Conseil canadien pour les Amériques (CCA) est un organisme à but non lucratif. Il a été créé en 1987 pour promouvoir les intérêts commerciaux en Amérique latine et dans les Antilles. Le CCA assure la promotion d'événements et de programmes destinés à augmenter le volume des affaires et à mettre en place des réseaux de contacts entre le Canada et les pays de la région. Il publie également une lettre d'information bimensuelle sur la région.

#### Conseil canadien pour les Amériques (CCA)

Bureau de la direction, 3<sup>e</sup> étage  
145, rue Richmond ouest  
Toronto (Ont.) M5H 2L2  
Téléphone: (416) 367-4313  
Télécopieur: (416) 367-5460

#### Association des exportateurs canadiens (CEA)

99, rue Bank, Suite 250  
Ottawa (Ont.) K1P 6B9  
Téléphone: (613) 238-8888  
Télécopieur: (613) 563-9218

#### Associations des manufacturiers canadiens (CMA)

75, International Boul., 4<sup>ème</sup> étage  
Etobicoke (Ont.) M9W 6L9  
Téléphone: (416) 798-8000  
Télécopieur: (416) 798-8050

#### La Chambre de commerce du Canada (CCC)

55, rue Metcalfe, suite 1160  
Ottawa (Ont.) K1P 6N4  
Téléphone: (613) 238-4000  
Télécopieur: (613) 238-7643

#### Forum pour la formation en commerce international

155, rue Queen, 6<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ont.) K1P 6L1  
Téléphone: (613) 230-3553  
Télécopieur: (613) 230-6808

#### Centre d'information linguistique

240, rue Sparks, RPO  
C.P. 55011  
Ottawa (Ont.) K1P 1A1  
Téléphone: (613) 523-3510

#### Association des transitaires internationaux canadiens

C.P. 929  
Streetsville (Ont.) L5M 2C5  
Téléphone: (905) 567-4633  
Télécopieur: (905) 542-2716

### BUREAUX INTERNATIONAUX DE LA BANQUE DE MONTRÉAL AU CANADA

La Banque de Montréal est la banque canadienne qui est implantée depuis le plus longtemps au Mexique. Elle offre une vaste gamme de services pour les opérations internationales et le financement commercial dans ses services commerciaux au Canada.

#### Bureaux de financement commercial

129, rue St.-James ouest, 12<sup>e</sup> étage  
Montréal (Qc) H2Y 1L6  
Téléphone : (514) 877-9465  
Télécopieur : (514) 877-6933

First Canadian Place, 23<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ont.) M5X 1A1  
Téléphone : (416) 867-5584  
Télécopieur : (416) 867-7635

959, rue Burrard, 6<sup>e</sup> étage  
C.P. 49350  
Vancouver (C.-B.) V7X 1L5  
Téléphone : (604) 665-2740  
Télécopieur : (604) 665-7293

#### Bureaux des opérations internationales

Banque de Montréal  
959, rue Burrard, 7<sup>e</sup> étage  
C.P. 49500  
Vancouver (C.-B.) V7X 1L5  
Téléphone : (604) 665-3705  
Télécopieur : (604) 665-7120

Niveau B1, FCC, 340-7<sup>e</sup> avenue Sud-ouest  
Calgary (Alb.) T2P 0X4  
Téléphone : (403) 234-3775  
Télécopieur : (403) 234-3777

353, rue Main, C.P. 844  
Winnipeg (Man.) R3C 2R6  
Téléphone : (204) 985-2202  
Télécopieur : (204) 985-2739

234, rue Simcoe, 3<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ont.) M5T 1T1  
Téléphone : (416) 867-6567  
Télécopieur : (416) 867-7162

288, rue St.-James ouest  
Montréal (Qc) H2Y 1N1  
Téléphone : (514) 877-7317  
Télécopieur : (514) 877-7155



## **BUREAU DE BAKER & MCKENZIE AU CANADA**

Baker & McKenzie est une des plus importantes firmes juridiques internationales avec des bureaux dans 35 pays. Elle a actuellement quatre bureaux au Mexique, soit à Juárez, México, Monterrey et Tijuana. Outre ses services traditionnels, Baker & McKenzie aide ses clients à trouver des partenaires qui leurs conviennent pour s'implanter au Mexique ou y élargir leurs activités.

### **Baker & McKenzie**

#### **Avocats**

112, rue Adelaide Est  
Toronto (Ont.) M5C 1K9  
Téléphone : (416) 865-6910/6903  
Télécopieur : (416) 863-6275

## **BUREAUX DU GOUVERNEMENT MEXICAIN AU CANADA**

L'Ambassade du Mexique, le délégué commercial mexicain au Canada et les bureaux consulaires mexicains peuvent fournir de l'aide et des conseils aux sociétés canadiennes sur la façon de faire des affaires au Mexique.

### **Ambassade du Mexique**

130, rue Albert, suite 1800  
Ottawa (Ont.) K1P 5G4  
Téléphone: (613) 233-8988  
Télécopieur: (613) 235-9123

### **Consulat du Mexique à Ottawa**

Téléphone: (613) 235-7782

### **SECOFI**

130, rue Albert, suite 1700  
Ottawa (Ont.) K1P 5G4  
Téléphone : (613) 235-7782  
Télécopieur : (613) 235-1129

## **Autres consulats généraux du Mexique au Canada**

### **Consulat général du Mexique**

2000, rue Mansfield, suite 1015  
Montréal (Qc) H3A 2Z7  
Téléphone: (514) 288-2502/4916  
Télécopieur: (514) 288-8287

### **Consulat général du Mexique**

60, rue Bloor ouest, suite 203  
Toronto (Ont.) M4W 3B8  
Téléphone: (416) 922-2718/3196  
Télécopieur: (416) 922-8867

### **Consulat général du Mexique**

810-1139, rue Pender ouest  
Vancouver (C.-B.) V6E 4A4  
Téléphone: (604) 684-3547/1859  
Télécopieur: (604) 684-2485

### **Consulat honoraire du Mexique**

380, chemin St. Louis  
No. 1407  
Québec (Qc) G1S 4M1  
Téléphone: (418) 681-3192  
Télécopieur: (418) 683-7843

## **Consulat honoraire du Mexique**

830 - 540 5<sup>e</sup> avenue Sud-ouest  
Calgary (Alb.) T2P 0M2  
Téléphone: (403) 263-7077/7078  
Télécopieur: (403) 263-7075

On trouvera la liste des bureaux des délégués commerciaux mexicains à Montréal, Toronto et Vancouver sous Bancomext.

## **BANQUES MEXICAINES AYANT DES BUREAUX AU CANADA**

Bancomext offre des services de crédit, de garanties d'exportation et de conseils à ceux qui veulent faire des affaires au Mexique. On peut également y obtenir du crédit pour le financement des exportations, des importations et des projets. La banque offre des conseils sur les aspects fiscaux, financiers, de commercialisation et juridiques des transactions commerciales. Bancomext parraine également des foires commerciales, des expositions internationales et des missions commerciales.

### **Bancomext**

#### **Commission commerciale du Mexique**

C.P. 32  
Tour de la Banque TD  
66, rue Wellington, suite 2712  
Toronto (Ont.) M5K 1A1  
Téléphone: (416) 867-9292  
Télécopieur: (416) 867-1847

### **Bancomext**

#### **Commission commerciale du Mexique**

200, rue Granville, suite 1365  
Vancouver (C.-B.) V6C 1S4  
Téléphone: (604) 682-3648  
Télécopieur: (604) 682-1355

### **Bancomext**

#### **Commission commerciale du Mexique**

1501, McGill College, suite 1540  
Montréal (Qc) H3A 3M8  
Téléphone: (514) 287-1669  
Télécopieur: (514) 287-1844

Banamex et Banca Serfin sont des banques du secteur privé qui offrent des services spécialisés par l'intermédiaire de leurs centres internationaux d'information sur le commerce. Ces centres sont branchés sur un réseau informatisé de communications qui leur donne accès à de nombreuses bases de données économiques, gouvernementales et financières à travers le monde. Ces banques sont implantées partout au Mexique et ont des bureaux à Toronto.

### **Banamex (*Banco Nacional de México*)**

1 First Canadian Place, suite 3430  
C.P. 299  
Toronto (Ont.) M5X 1C9  
Téléphone: (416) 368-1399  
Télécopieur: (416) 367-2543

### **Banca Serfin**

161, rue Bay  
Place BCE  
Tour du Canada Trust, suite 4360  
C.P. 606  
Toronto (Ont.) M5J 2S1  
Téléphone: (416) 360-8900  
Télécopieur: (416) 360-1760





## BUREAUX DU GOUVERNEMENT CANADIEN AU MEXIQUE

### SERVICES COMMERCIAUX DE L'AMBASSADE DU CANADA AU MEXIQUE

La section des affaires commerciales du Canada au Mexique peut fournir une aide vitale aux Canadiens qui veulent se lancer dans des entreprises sur le marché mexicain. Les délégués commerciaux connaissent bien le marché et feront tout en leur possible pour contribuer à la présence des sociétés canadiennes sur le marché mexicain.

*Pour téléphoner à Mexico, il faut composer 0-11-52-5 devant les numéros locaux. Pour les autres villes, consultez la liste des codes internationaux au début de votre annuaire téléphonique.*

Section des affaires commerciales  
Ambassade du Canada au Mexique  
Schiller No. 529  
Col. Polanco  
Apartado Postal 105-05  
11560 México, D.F.  
México  
Téléphone : 724-7900  
Télécopieur : 724-7982

Consulat canadien  
Edificio Kalos, Piso C-1  
Local 108A  
Zaragoza y Constitucion  
64000 Monterrey  
México  
Téléphone : 443-200  
Télécopieur : 443-048

## CONTACTS IMPORTANTS AU MEXIQUE

### GOUVERNEMENT MEXICAIN

Institut national d'écologie  
*Instituto Nacional de Ecología*  
SEDESOL  
Rio Elba No. 20  
Col. Cuauhtémoc  
06500 México D.F.  
México

Président  
Téléphone : 553-9647/9538  
Télécopieur : 286-9925  
Secrétaire du président  
Téléphone : 553-9548/9558

Procureur fédéral pour la protection de  
l'environnement  
*Procuraduría Federal de Protección al Ambiente*  
SEDESOL  
Blv. El Pipila No. 1  
Col. Tecamachalco  
53940 Naucalpan de Juárez  
Estado de México  
México

Procureur fédéral  
Téléphone : 589-8983/7983  
Télécopieur : 589-4345  
Secrétaire du Procureur fédéral  
Téléphone : 589-8983/7983

Commission national des eaux  
*Comisión Nacional del Agua*  
Av. Pimentel, Piso 2  
Col. San Angel  
01060 México, D.F.  
México

Insurgentes Sur No. 2140  
Col. Ermita- San Angel  
01070 México, D.F.  
México

Serrada de Sánchez Azcona No. 1723  
Col. de Valle  
03100 México, D.F.  
México

Directeur général  
Téléphone : 661-5304/4306  
Secrétaire du Directeur général  
Téléphone : 661-3430/1181

Institut mexicain pour la technologie des eaux  
*Instituto Mexicano de Tecnología del Agua*  
Pasco de Cuauhnáhuac No. 8532  
Col. Progreso  
62550 Jiutepec, Morelos  
México

Service d'information CENCA  
Téléphone : 73-193881  
Télécopieur : 73-194337



Ministère du District fédéral  
*Departamento del Distrito Federal, DDF*  
Republica de Brasil No. 74, Piso 2  
Col. Centro  
06068 México, D.F.  
México

Coordonnateur général pour la prévention de la  
pollution de l'air  
Téléphone : 542-9311/2927, 522-6189

Ministre du Commerce et de la Promotion industrielle  
*Secretaría de Comercio y Fomento Industrial*  
(SECOFI)  
Alfonso Reyes No. 30, Piso 10  
Col. Hipódromo de la Condesa  
01670 México, D.F.  
México  
Téléphone : 650-5001  
Télécopieur : 650-6100  
  
Sous-secrétaire de la promotion industrielle  
Téléphone : 553-9334/9508

## PRINCIPAUX ACHETEURS

PEMEX  
Av. Marina Nacional No. 329  
Col. Huasteca  
11311 México, D.F.  
México

Bureau général de vérification environnementale  
Vérifications environnementales  
Téléphone : 254-4972/0749  
Secrétaire technique  
Téléphone : 250-2611

Commission fédérale d'électricité  
*Comisión Federal de Electricidad*  
Melchor Ocampo No. 469, Piso 8  
Col. Nueva Anzures  
11590 México, D.F.  
México

Directeur des évaluations d'impact environnemental  
Téléphone : 254-4318, 511-9078  
Télécopieur : 533-0767

## SPÉCIALISTES DES SECTEURS

La Chambre canadienne de commerce au Mexique  
*La Cámara de Comercio de Canadá en México*  
c/o Royal Bank  
Hamburgo 172, Piso 5  
06000 México, D.F.  
México  
Téléphone : 207-2400  
Télécopieur : 208-1592

Chambre nationale d'industrie  
*Cámara Nacional de la Industria de la Transformación*  
(CANACINTRA)  
Av. San Antonio 256  
03849 México, D.F.  
México  
  
Directeur - Écologie  
Téléphone : 611-3269, 615-0111

Conseil national des industries écologiques  
CONIECO  
Gabriel Mancera 1121 P.B.  
Col. del Valle  
03110 México, D.F.  
México

Président  
Téléphone : 559-1330/3700  
Télécopieur : 575-2337

Association mexicaine de lutte contre la pollution de  
l'eau et de l'air  
*Asociación Mexicana Contra la Contaminación del Agua  
y del Aire*

Président  
Téléphone : 294-5639/5576

Association mexicaine pour le contrôle des déchets  
solides et dangereux  
*Asociación Mexicana de Control de los Residuos Sólidos  
y Peligrosos*  
Rancho Seco No. 127  
Col. Santa Cecilia Coyoacán  
04930 México, D.F.  
México

Président  
Téléphone/télécopieur : 671-6813/8745, 594-5830



Association mexicaine de santé et d'ingénierie  
environnementale  
*Sociedad Mexicana de Ingeniería Sanitaria y Ambiental*

Directeur  
Téléphone : 537-6281/9703, 517-5306

Association nationale des exportateurs et  
importateurs mexicains  
*Asociación Nacional de Importadores y Exportadores de  
la República Mexicana*  
Monterrey No. 130, Piso 1  
Col. Roma  
06700 México, D.F.  
México

Président  
Téléphone : 564-8618  
Télécopieur : 584-5317

Association des compagnies d'aqueduc et de  
traitement d'eaux usées  
*Empresas de Agua y Sanaamiento de México, A.C.*  
Xola No. 1458  
Col. Narvarte  
03020 México, D.F.  
México  
Téléphone : 530-9621/6448

L'Institut de protection environnementale du Nuevo  
León  
*Instituto Para la Protección Ambiental de Nuevo León  
(IPA)*  
Ocampo 250 Pte. 100 Piso  
Edificio de las Instituciones  
64000 Monterrey, N.L.  
México

Directeur  
Téléphone : (83) 45-6215  
Télécopieur : (83) 44-0227

Faculté d'ingénierie environnemental, Université de  
Nuevo León  
*Facultad de Ingeniería Ambiental, Universidad  
Autónoma de Nuevo León*  
Jiménez 200 Nte.  
64000 Monterrey, N.L.  
México

Directeur  
Téléphone : (83) 45-6494  
Télécopieur : (83) 33-1779

## INTERMÉDIAIRES

Financement national  
*Nacional Financiera S.A. (NAFINSA)*  
Insurgentes Sur 1971 Torre 3, Piso 13  
Col. Guadalupe Inn  
01020 México, D.F.  
México  
Téléphone : 550-6911  
Télécopieur : 550-3132

*Dirección de Promoción y Proyectos de Inversión  
Nacional Financiera, S.N.C.*  
Téléphone : 325-6668/6669

Élaboration de projets de développement  
*Desarrollo de Proyectos Integrales en Ecología,  
S.A. de C.V.*

Directeur  
Téléphone : 580-1518/1734, 395-8247  
Télécopieur : 580-1381

## BANQUE DE MONTRÉAL

La Banque de Montréal est la banque canadienne qui est  
implantée depuis le plus longtemps au Mexique. Elle  
offre une vaste gamme de services pour les opérations  
internationales et le financement commercial.

Banque de Montréal  
Horacio No. 1855-301  
Col. Polanco  
11510 México, D.F.  
México  
Téléphone : 203-8211  
Télécopieur : 203-8542



# Demande Information InfoEx plus

*Veillez remplir ce formulaire en indiquant quelles publications vous intéressent.*

**Nom:** \_\_\_\_\_

**Adresse:** \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> achats gouvernementaux au Mexique   | <input type="checkbox"/> matériel agricole, semences et produits chimiques connexes                    |
| <input type="checkbox"/> bois de sciage et produits du bois  | <input type="checkbox"/> matériel de distribution électrique   |
| <input type="checkbox"/> contrôle de la pollution et de l'environnement                                      | <input type="checkbox"/> Mexique : évaluation du marché pour les exportations agro-alimentaires        |
| <input type="checkbox"/> documents d'expédition et réglementations des exportations à destination du Mexique | <input type="checkbox"/> mobilier pour la maison et le bureau  |
| <input type="checkbox"/> eau en bouteille  | <input type="checkbox"/> PEMEX : société pétrolière d'état   |
| <input type="checkbox"/> éléments électroniques  | <input type="checkbox"/> pétrole et industrie pétrolière   |
| <input type="checkbox"/> équipement et fournitures médicales   | <input type="checkbox"/> pièces de rechange pour automobiles   |
| <input type="checkbox"/> équipements de tourisme, hôteliers et de restauration                               | <input type="checkbox"/> poissons et produits du poisson, distribution                                 |
| <input type="checkbox"/> étude du secteur mexicain de la construction  | <input type="checkbox"/> possibilités de marché pour les produits des pêcheries                        |
| <input type="checkbox"/> industrie minière   | <input type="checkbox"/> possibilités du secteur Mexicain de l'environnement                           |
| <input type="checkbox"/> industrie du plastique  | <input type="checkbox"/> possibilités pour l'agro-alimentaire canadien au Mexique                      |
| <input type="checkbox"/> industrie du fer et de l'acier  | <input type="checkbox"/> production, machinerie, équipement et résines de plastique                    |
| <input type="checkbox"/> industrie mexicaine des aliments et boissons  | <input type="checkbox"/> produits concernant la santé et la sécurité                                   |
| <input type="checkbox"/> industrie pétrochimique   | <input type="checkbox"/> produits et matériaux de construction   |
| <input type="checkbox"/> industrie automobile et pièces d'automobiles  | <input type="checkbox"/> produits de sports et de loisirs  |
| <input type="checkbox"/> instruments et matériel de processus industriels                                    | <input type="checkbox"/> rapport sur l'industrie de la construction au Mexique                         |
| <input type="checkbox"/> instruments et équipement de laboratoire  | <input type="checkbox"/> le secteur de la technologie du pointe  |
| <input type="checkbox"/> légumineuses et semences sèches   | <input type="checkbox"/> système d'information géographique  |
| <input type="checkbox"/> logiciels et ordinateurs  | <input type="checkbox"/> systèmes d'enseignement   |
| <input type="checkbox"/> machines-outils et équipement de travail du métal                                   | <input type="checkbox"/> systèmes de pêche, de commercialisation et de distribution du homard mexicain |
| <input type="checkbox"/> marché des pâtes et papier  | <input type="checkbox"/> systèmes de distribution des produits de consommation                         |
| <input type="checkbox"/> marché et systèmes de distribution pour le poisson et les produits du poisson       | <input type="checkbox"/> vendre au CFE   |
| <input type="checkbox"/> matériel et systèmes de télécommunications  | <input type="checkbox"/> viandes et produits du bétail   |
| <input type="checkbox"/> matériel de transformation et d'emballage des aliments                              | <input type="checkbox"/> application pour PDME   |
| <input type="checkbox"/> matériel d'abattage forestier et de travail du bois                                 |  |
| <input type="checkbox"/> matériel de manutention   |  |

*Adressez-le à:*

## **InfoExplus**

Télécopieur (613) 996-9709

ou

## **InfoExplus**

Affaires étrangères et Commerce international Canada

125, promenade Sussex

Ottawa (Ont.)

K1A 0G2



CANADA-MEXIQUE: PROFIL INDUSTRIEL  
LES POSSIBILITÉS DU SECTEUR MEXICAIN DE L'ENVIRONNEMENT

# Enquête auprès des lecteurs

## AIDEZ NOUS À MIEUX VOUS SERVIR

Nous voulons connaître votre opinion sur cette publication. C'est pourquoi nous vous serions reconnaissants de prendre quelques instants pour répondre aux questions ci-dessous. D'avance, merci!

1. Vous trouvez que, dans l'ensemble, cette publication est?  
(ne cocher qu'une réponse)
  - très utile
  - utile
  - assez utile
  - inutile
2. Comment évaluez-vous chacun des aspects suivants de cette publication?
  - a) Qualité du contenu (ne cocher qu'une réponse)
    - excellente
    - bonne
    - satisfaisante
    - médiocre
  - b) Qualité de la présentation (ne cocher qu'une réponse)
    - excellente
    - bonne
    - satisfaisante
    - médiocre
  - c) Utilité des illustrations (ne cocher qu'une réponse)
    - excellente
    - bonne
    - satisfaisante
    - médiocre
3. Si cette publication devait, à l'avenir, être mise à jour, révisée et publiée à nouveau, aimeriez-vous en recevoir une copie?
  - Oui, je serais très intéressé(e)
  - Je serais probablement intéressé(e)
  - Non, je ne suis pas intéressé(e)
  - Je ne sais pas
4. Comment avez-vous trouvé la structure et la présentation de cette publication?
  - Claire et facile à suivre
  - Confuse et difficile à suivre
5. Étant donné vos besoins, cette publication a-t-elle traité le(s) sujet(s) abordé(s) de façon suffisamment détaillée?
  - Oui, tout à fait
  - Dans une certaine mesure
  - Non
  - Ne peut dire/ne sait pas
6. Vous auriez trouvé cette publication plus utile si elle avait contenu (cocher toutes les cases qui s'appliquent):
  - davantage de renseignements qualitatifs
  - moins de renseignements qualitatifs
  - plus de graphiques, d'illustrations et de tableaux
  - une analyse plus détaillée
  - une analyse plus courte
  - davantage d'exemples, d'études de cas, de profils de sociétés
7. À votre avis, manquait-il des renseignements importants dans cette publication?
  - Oui — veuillez préciser lesquels \_\_\_\_\_
  - Non
8. Y-a-t-il des facettes du sujet traité que vous auriez aimé voir aborder plus en détail?  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
9. Quelle(s) suggestion(s) feriez-vous pour améliorer la prochaine édition de cette publication?  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_
10. Cette publication vous aidera-t-elle à développer vos activités?
  - Oui
  - Non
11. a) Votre société export-t-elle maintenant?
  - Oui, passez à la question 11 b)
  - Non, passez à la question 11 c)b) Si oui, sur quels marchés étrangers
  - États-Unis
  - Europe
  - Japon
  - Mexique
  - Amérique latine
  - Autres (précisez s'il vous plaît) \_\_\_\_\_c) Si non, prévoyez-vous d'exporter dans les 12 mois à venir?
  - Oui, où
  - États-Unis
  - Europe
  - Japon
  - Mexique
  - Amérique latine
  - Autres (précisez s'il vous plaît) \_\_\_\_\_
12. Quelle est le chiffre d'affaires approximatif de votre entreprise?
  - Moins de 1 million de dollars
  - Entre 1 et 5 millions de dollars
  - Entre 5 et 10 millions de dollars
  - Plus de 10 millions de dollars

**Une fois rempli, veuillez nous faire parvenir ce questionnaire par télécopieur au numéro (613) 943-8806 ou adressez le à l'adresse ci-dessous :**

Division du commerce pour l'Amérique latine et les Antilles  
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada  
Édifice Lester B. Pearson, 125, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario) K1A 0G2



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20014081 5

---

CA1 EA616 93062 FRE DOCS  
Les possibilites du secteur  
environnement

---

## PARRAINÉ PAR



Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
Department of Foreign Affairs and International Trade  
Direction du commerce dans l'Amérique latine et les Antilles



Banque de Montréal

Au-delà de l'argent,  
Il y a les gens.



Diversification de l'économie de l'Ouest Canada  
Western Economic Diversification Canada



Agence de promotion économique du Canada atlantique  
Atlantic Canada Opportunities Agency



**InfoEx / InfoEx plus**

**Sans Frais: 1-800-267-8376**

**Téléphone: 613-944-4000**